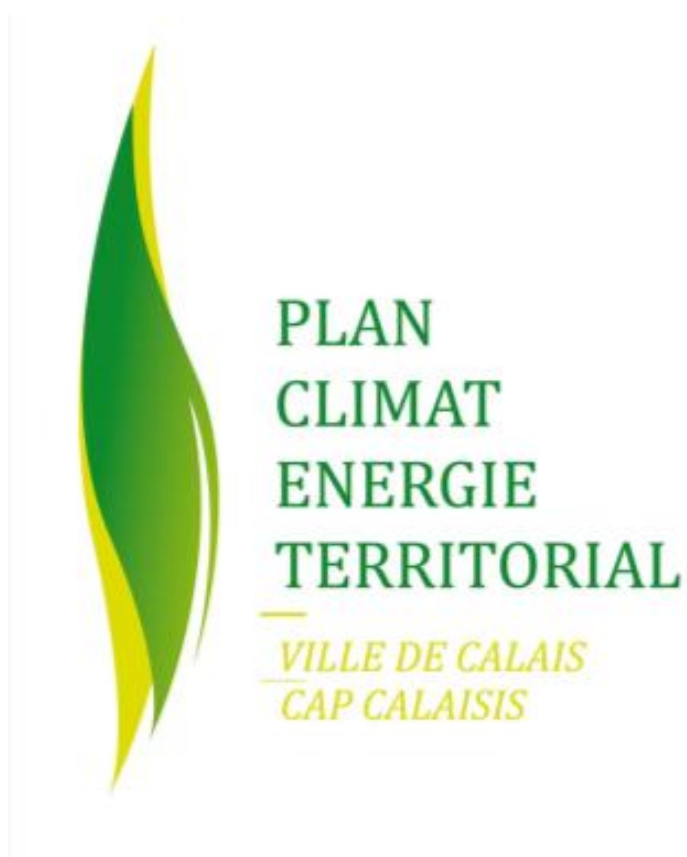


Annexe –Fiches Actions



Septembre 2014

2EI

Sommaire

Fiches Actions Ville de Calais	7
C1 - Conception et mise en œuvre d'un écoquartier - Ecoquartier Petit Courgain	8
C2 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Prise en compte du développement durable dans les études urbaines et les projets d'aménagement	11
C3 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Requalification du front de mer de Calais	13
C4 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Le Renouveau urbain et accompagnement de l'Etablissement Public Foncier.....	15
C5 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Lutte contre les inondations.....	18
C6 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Aide aux primo accédants : le Chèque Avenir Logement	20
C7 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Actions d'amélioration de l'Habitat ancien du parc privé	22
C8 - Promouvoir une mobilité durable - Promotion des déplacements en mode doux.....	24
C9 - Promouvoir une mobilité durable - Mise en place du Chemin de la Cité	26
C10 - Réduire l'empreinte carbone des acteurs économiques - Sensibilisation à l'extinction de l'éclairage nocturne des bureaux, façades, bâtiments professionnels	28
C11 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Etude thermique des bâtiments municipaux.....	30
C12 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Economies d'énergie électrique et de chauffage dans les écoles	32
C13 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Contrôle du chauffage des bâtiments	34
C14 - Tendre vers des collectivités exemplaires-Challenge des économies d'énergie dans les écoles	36
C15 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Renouveau du parc de chaudières	38
C16 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Etude du potentiel géothermique pour le chauffage des serres	40
C17 - Tendre vers des collectivités exemplaires-Augmentation du parc de véhicules électriques VL .	42
C18 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Sensibilisation à l'éco-conduite	44
C19 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Sensibilisation sur le remboursement de 50% de l'abonnement transports en commun des agents municipaux	46
C20 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Mise en place de l'autopartage	48

C21 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Collecte séparative des cartouches et toners.....	50
C22 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Collecte sélective au sein des bâtiments communaux	52
C23 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Rationalisation de l'utilisation des produits d'entretien dans les écoles élémentaires et maternelles	54
C24 -Tendre vers des collectivités exemplaires-Mise en place de la télé relève des compteurs d'eau	56
C25 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Initiation des scolaires aux éco-gestes.....	58
C26 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Dématérialisation des documents administratifs et budgétaires.....	60
C27 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Extension de la chaufferie bois.....	62

Fiches Actions Cap Calaisis	64
CC1 – Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Requalification de la ZI des Dunes.....	65
CC2 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Aménagement des berges et canaux ...	67
CC3 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Aménagement HQE de la zone de la Turquerie	70
CC4 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Valorisation du site « Le Colombier Virval ».....	72
CC5 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Création d'un magasin de producteurs.	74
CC6 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Application du Plan 100.000 logements de la Région	76
CC7 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Programme SLIME de lutte contre la précarité énergétique	78
CC8 - Réduire l'impact carbone des acteurs économiques - Signature de la Charte d'engagement des partenaires	80
CC9 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Travaux de rénovation des bâtiments communautaires	82
CC10 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Optimisation énergétique de la désinfection UV des stations d'épuration Toul et Monod	84
CC11 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Optimisation énergétique de la production d'air des stations d'épuration Toul et Monod.....	86
CC12 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Optimisation énergétique et amélioration du fonctionnement de la filtration sur les stations d'épuration Toul et Monod	88
CC13 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Installation d'une PAC Eaux usées	90
CC14 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Critères environnementaux d'achat de véhicules	92
CC15 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Incitation au covoiturage pour le personnel	94
CC16 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Incitation aux déplacements en transports en commun.....	96
CC17 -Tendre vers des collectivités exemplaires - Incitation du personnel aux déplacements en vélo	98
CC18 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Gestion mutualisée des véhicules de service	100
CC19 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Intégration d'objectifs DD dans les commandes de fournitures et de travaux.....	102
CC20 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Critères de consommation énergétique dans les commandes d'ordinateurs	104
CC21 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Optimisation des installations de ventilation des piscines	106

CC22 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Suivi et valorisation de la récupération d'énergie sur le groupe froid du complexe Icéo.....	108
CC23 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Remplacement du média filtrant par du verre activé dans les bassins d'Icéo	110
CC24 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Sensibilisation du personnel aux écogestes	112
CC25 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Extinction des ordinateurs la nuit.....	114
CC26 - Tendre vers des collectivités exemplaires - Dématérialisation des documents budgétaires..	116
CC27 - Communiquer, sensibiliser sur le PCET - Actions EIE Cap Calaisis	118
CC28 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)	120
CC29 - Réduire l'impact carbone des acteurs économiques - Installation Terminale Embranchée à la Turquerie	122

Fiches Actions Territoire	124
T1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient - Animation territoriale pour le maintien d'une coulée verte d'intérêt écologique et paysager le long de l'A16	125
T2 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Téléréleve des consommations d'eau et d'énergie dans les collèges	127
T3 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments - Réhabilitation énergétique des logements sociaux	129
T4 - Promouvoir une mobilité durable - Adaptation du réseau de transports en commun aux développements du territoire	131
T5 - Promouvoir une mobilité durable - Promotion des parcs relais	133
T6 - Promouvoir une mobilité durable - Plateforme régionale de covoiturage.....	135
T7 – Réduire l'impact carbone des acteurs économiques - Opération Stratégie Energie	137
T8 - Réduire l'impact carbone des acteurs économiques - Développement du parc électrique du Centre Hospitalier	139
T9- Economiser et valoriser les ressources - Mise en place d'un écopâturage urbain	141
T10 – Economiser et valoriser les ressources - Sensibilisation aux économies d'énergie auprès des usagers des piscines	143
T11 - Economiser et valoriser les ressources - Maîtrise de la consommation d'eau du Centre Hospitalier	145
T12 - Economiser et valoriser les ressources - Sensibilisation aux économies d'eau auprès des ménages	147
T13 - Communiquer, sensibiliser sur le PCET - Opération pédagogique Transports en commun	149
T14 - Communiquer, sensibiliser sur le PCET - Diagnostic de la qualité de l'air	151

Fiches Actions

Ville de Calais

FICHE ACTION n°C1

Conception et mise en œuvre d'un écoquartier Ecoquartier Petit Courgain

**Ville de Calais – Département du Domaine Urbain
Service Aménagement**



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Aménagement d'un nouveau quartier dans l'esprit du développement durable, au sein du secteur du Petit Courgain : l'écoquartier Descartes-Blériot.

Objectifs de l'action :

- Revaloriser l'image de la Ville par le biais d'un projet emblématique, respectueux des enjeux de développement durable :
 - Valorisation des modes de transport alternatifs à l'automobile (voies cyclables, mail piéton, vélo en libre service, navette fluviale)
 - Gestion mutualisée des déchets par bornes de collecte enterrées
 - Gestion alternative des eaux pluviales par des bassins de rétention
 - Eclairage LED,
 - Végétalisation du site (alignements d'arbres, jardin central)
- Répondre à la politique de peuplement et de renouvellement urbain engagée par la Ville (renouvellement des dents creuses et friches du centre-ville, maintien des populations, renforcement de l'attractivité, développement de la mixité sociale, générationnelle et réfléchie du quartier).
- Proposer une diversification de l'offre du marché immobilier existant, tout en contrôlant les prix de sortie.
- Mener un projet pour de futurs habitants mais également pour les riverains du quartier soucieux de voir leur qualité de vie améliorée.

Etat d'avancement de l'action :

Démarrage des travaux d'aménagement en septembre 2013 (1^{ère} phase de viabilisation des terrains).

Résultats environnementaux attendus :

- Apport d'une gestion mutualisée des déchets au sein du quartier (tri par bornes enterrées)
- Mise en œuvre d'une gestion des eaux de pluie par bassin de rétention paysager
- Economies d'énergie avec mise en place de LED
- Plantations d'essences locales et gestion raisonnée des espaces verts
- Sensibilisation des modes de vie au développement durable

2. PILOTAGE**Elu(s) référent(s) :**

Madame le Maire
Emmanuel AGIUS
Philippe MIGNONET

Direction pilote :

DGAR
Département du Domaine Urbain
Service Aménagement

Partenaire(s) :

Centrale de Création Urbaine // H4
OPH de Calais
Habitat 62/59 // Nacarat // Investim Immobilier // Mon Duplex

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Éléments de calendrier**

Début de l'action : 2009 (études préalables)
Durée estimée de l'action (démarrage jusqu'à livraison prévisionnelle du 1^{er} immeuble) : 7 ans

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : Montage du partenariat Ville / OPH / promoteurs (réalisé par convention en date du 6 juillet 2012) et élaboration d'un projet concerté
Etape 2 : Partenariat financier (réalisé par convention du 9 novembre 2012)
Etape 4 : Dépôt des permis de construire et démarrage de la pré/commercialisation (automne/hiver 2012)
Etape 5 : Délivrance des PC et premières réservations (mars-avril 2013)
Etape 6 : AO travaux d'aménagement (printemps 2013)
Etape 7 : Démarrage des travaux d'aménagement (août/septembre 2013)
Etape 8 : Démarrage des premiers programmes de construction (septembre 2014)
Etape 9 : Livraison des travaux (construction + aménagement) (à venir)
Etape 10 : Vie du quartier

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Coût prévisionnel des travaux d'aménagement : 2,4 M€ HT

Financement

Budget communal prévu : 1 823 000 € HT environ

Participation des promoteurs (PUP) : 1 248 850 € HT

Subventions : 295 194,00 € (FEDER)

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? Non

AMO ? Oui (en études préalables – 2009/2010)

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action :

- Suivi du planning de réalisation des travaux et du chantier (un rendez-vous par semaine)
- Coordination des différents partenaires (OPH de Calais, entreprises travaux, maîtrise d'œuvre, promoteurs...)
- Suivi de la commercialisation auprès des promoteurs

Indicateurs de réalisation de l'action (objectifs FEDER) :

- augmentation des surfaces dédiées aux espaces verts dans le quartier
- augmentation des montées/descentes (réseau transports collectifs) par an (deux ans après travaux)
- densité de logements créés/hectare
- création de surfaces dédiées à l'eau

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Articulation FEDER (subventions)

Documents de planification impactés : zonage spécifique (UAb) du projet au sein du PLU (réalisé lors de la révision du PLU)

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Marie CAPON

marie.capon@mairie-calais.fr

03.21.46.66.82

Date de rédaction : 20/06/2013

Date de mise à jour : 13/05/2014

FICHE ACTION n° C2**Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient****Prise en compte du développement durable dans les études urbaines et les projets d'aménagement****Ville de Calais – Département du Domaine Urbain
Service Aménagement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Mise en œuvre d'études urbaines (diagnostic/enjeux/définition d'un projet d'aménagement) sur certains secteurs à potentiel/en projet de la Ville de Calais :

- Fort Nieulay
- Site Coubertin
- Ex-Hôpital
- Zone Nord Grande Rue du Petit Courgain
- Beau-Marais (évolution du quartier post-ANRU)

Objectifs de l'action : Les études urbaines ont pour objectif de définir un projet d'aménagement pour chaque secteur concerné, en prenant en considération le contexte du territoire et les objectifs du développement durable.

Etat d'avancement de l'action : études achevées ou en cours

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Intégrer des objectifs de développement durable dans les projets (densité, mixité fonctionnelle, mixité sociale, efforts environnementaux, développement économique...) ;
- Limiter les impacts environnementaux des projets en s'adaptant au contexte des différents secteurs (optimisation de la consommation du foncier, préservation des ressources naturelles...).

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Bureaux d'études (missions d'AMO, de MOE), partenaires locaux (OPH, Habitat 62/59), DDTM, Région Nord-Pas-de-Calais... etc.

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Madame le Maire, Emmanuel AGIUS, Philippe MIGNONET

Direction pilote : DGAR, Département du Domaine Urbain, Service Aménagement

Direction associée : DGST

Partenaire(s) :**3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**

Missions d'AMO confiées à des bureaux d'études sur des périodes variant de 4 à 8 mois en fonction de l'étude concernée.

Etudes structurées en 3 parties :

1. Diagnostic du territoire/du site : socio-économie, fonctionnement urbain, équipement, environnement
2. Définition des enjeux pour l'évolution du territoire/du site concerné
3. Définition d'un projet d'aménagement : programmation en termes de voiries, espaces publics, de constructions (surfaces à développer, usages...)

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :**

Etudes chiffrées généralement entre 20.000 et 60.000 € TTC

Financement

Budget communal

Subventions spécifiques accordées sur certaines études (Fort Nieulay – contexte ZUS) par l'OPH/l'ANRU

Moyens humains nécessaires

Un chef de projet (service Aménagement)

Pas de création de poste nécessaire

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action :****Indicateurs de réalisation de l'action :****6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE****Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

Articulation de certaines études avec les dispositifs nationaux ANRU (Fort Nieulay/Beau Marais)

Documents de planification impactés/liés :

- ⇒ PLH – articulation des projets avec les objectifs chiffrés au sein du PLH (nombre de logements par an, programmation...)
- ⇒ PLU – définition des projets en cohérence avec le PADD et les O.A.P du PLU
- ⇒ Schéma de développement urbain – les projets sont définis en cohérence avec la stratégie urbaine globale définie dans le schéma de développement urbain

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Marie GRESSIER

marie.gressier@mairie-calais.fr

03.21.46.66.82

FICHE ACTION n° C3**Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient****Requalification du front de mer de Calais****Ville de Calais – Département du Domaine Urbain
Service Aménagement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Lancement d'une étude pour la requalification du front de mer de Calais. Il s'agit de faire évoluer ce quartier construit sous le modèle fonctionnaliste (tout automobile, verticalité, mono-fonctionnalité...) vers un modèle « intégré », dans l'optique de satisfaire les modes de vie contemporains, à la fois pour les usages du quartier mais également dans l'objectif d'une valorisation touristique du territoire.

Objectifs de l'action :

1. Créer un front de mer attractif dynamique et populaire, un véritable lieu de destination, dans l'optique de créer une véritable station balnéaire du 21^{ème} siècle
2. Redéfinir l'identité du territoire et faire du front de mer un véritable quartier durable

Les deux objectifs de l'étude répondent à quelques enjeux majeurs :

- Répondre aux modes de vie contemporains ;
- Répondre aux besoins des différents types de fréquentation (résident, villégiateur, visiteur, excursionniste)
- Créer des liens visuels et physiques entre le front de mer et les entités de caractère du site et ses alentours

Etat d'avancement de l'action : étude en cours

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Valorisation de l'identité régionale (végétation, usages...)
- Développement d'une mixité des fonctions pour un fonctionnement intégré du quartier : habitat, commerces, services, loisirs, équipements
- Cohabitation des modes de circulation et apaisement du tout automobile (développement de voies partagées piétons/cycles/voitures)
- Développement d'installations légères, dont l'architecture respectera et s'insèrera dans l'environnement existant.

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Bureau d'études « Barton Willmore International » (AMO), Office de Tourisme / CCI / Associations sportives et patrimoniales / commerçants / groupes d'habitants (partenaires associés, consultés)

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Madame le Maire, Emmanuel AGIUS

Direction pilote : DGAR, Département du Domaine Urbain, Service Aménagement

Direction associée : DGST, DDL

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Missions d'AMO confiée à un bureau d'études entre mars et décembre 2013.

Etude structurée en 3 parties :

1. Diagnostic du territoire/du site : socio-économie, fonctionnement urbain, équipements, environnement...
2. Définition des enjeux pour l'évolution du territoire/du site concerné
3. Définition d'un projet d'aménagement : programmation en termes de voiries, espaces publics, de constructions (surfaces à développer, usages...), d'animation

Mise en œuvre d'une concertation transversale : Organisation d'ateliers de travail avec les partenaires, création de sondages en ligne, organisation de réunions publiques.

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : Etude chiffrée à 61.750 € TTC

Financement : Budget communal

Moyens humains nécessaires : Un chef de projet (service Aménagement), Pas de création de poste nécessaire

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Articulation avec le schéma de développement urbain et les projets alentours (Palais des Congrès, camping municipal, bassins...)

Documents de planification impactés/liés :

- ⇒ PLU – définition du projet en cohérence avec le PADD et les O.A.P du PLU
- ⇒ Schéma de développement urbain – les projets sont définis en cohérence avec la stratégie urbaine globale définie dans le schéma de développement urbain

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Marie GRESSIER

marie.gressier@mairie-calais.fr

03.21.46.66.82

FICHE ACTION n°C4**Axe 5 - Tendre vers des collectivités exemplaires****Le renouvellement urbain et l'accompagnement de
l'Etablissement Public Foncier****Ville de Calais – Département du Domaine Urbain
Service Aménagement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : L'établissement public foncier Nord-Pas-de-Calais (EPF) accompagne le renouvellement urbain de la Ville de Calais en portant trois grands sites d'envergure : le site Coubertin (7 hectares), le site Hôpital (2 hectares) et le site « Noyon Quatre Coins » (2 hectares).

Une convention opérationnelle est donc signée entre l'EPF et la commune pour chacun des sites, permettant d'encadrer les conditions de réalisation des opérations :

- négociations,
- acquisition et portage foncier,
- gestion et/ou remise en état des biens (démolitions, sécurisation),
- participation financière de la commune aux travaux de remise en état avec un principe de bonification selon les objectifs de la commune (mixité sociale, normes HQE...),
- cession des biens acquis par l'EPF à la commune ou à un tiers désigné.

Objectifs de l'action :

- développer l'offre foncière pour le logement social et la mixité,
- favoriser le recyclage foncier pour l'habitat, la mixité et le renouvellement urbain, dans le respect des principes du développement durable et de la haute qualité environnementale
- contribuer à la gestion économe du foncier et lutter contre l'étalement urbain

Etat d'avancement de l'action : portage foncier en cours

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Développement d'une mixité des fonctions et des populations (25% de logement social envisagés sur ces sites)

- Réponse aux cibles HQE au sein des projets (intégration des constructions dans leur environnement, gestion de l'eau, qualité environnementale des aménagements, des bâtiments, chantiers propres...).

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Etablissement Public Foncier (portage foncier et financier des opérations)

Investisseurs/Promoteurs immobiliers (à venir) et bailleurs sociaux locaux

2. PILOTAGE**Elu(s) référent(s) :**

Madame le Maire

Emmanuel AGIUS

Direction pilote :

DGAR

Département du Domaine Urbain

Service Aménagement

Direction associée :

DGST

Partenaire(s) :**3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**

3 conventions signées sur chacun des sites pour la période 2009/2014.

Renouvellement en cours :

- Avenant de prolongation de 2 ans pour le site Noyon-Quatre Coins
- Renouvellement des conventions pour les sites Coubertin et Hôpital
- Nouvelle convention pour le site Noyon-Salines

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre (coût du portage EPF) :**

Opération Noyon-Salines : 455.600,00 € HT

Opération Coubertin : Phase 1 : 723.345,00 € HT

Phase 2 : travaux de démolition en cours de chiffrage par l'EPF

Opération Hôpital : travaux de démolition en cours de chiffrage par l'EPF

Financement

Fonds EPF (fonds propres) : 40%

Budget communal : 60%

Système de bonification proposé par l'EPF et validé par la commune :

En échange d'une minoration du prix de cession du foncier à la Ville en fin de portage (à l'échéance de la convention), le projet retenu devra respecter des critères de mixité sociale (25% de logement sociaux), de densité (minimum de 25 logements/hectare) et des critères HQE (réponse indispensable à 3 des 14 cibles HQE du référentiel. Pourront être notamment travaillées les cibles suivantes : Relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement immédiat, gestion de l'eau, gestion de l'énergie, confort visuel...).

Moyens humains nécessaires

Un chef de projet (Département du Domaine Urbain)

Pas de création de poste nécessaire

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- suivi de la réalisation des programmes de logements sociaux (25% à atteindre)
- Suivi du planning de réalisation des travaux et du chantier
- Coordination des différents partenaires (OPH de Calais, entreprises travaux, maîtrise d'œuvre, promoteurs...)

Indicateurs de réalisation de l'action

- bonification des aides de l'EPF si respect de 3 des 14 cibles HQE
- indicateurs (à définir en fonction du projet) possibles :
 - % de surfaces dédiées aux espaces verts dans le quartier
 - % de surfaces dédiées aux modes doux
 - densité de logements (ou d'activités) créés/hectare
 - création de surfaces dédiées à l'eau
 - % de mixité des fonctions (activités, équipements publics, logements...)

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE**Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

Articulation avec le schéma de développement urbain et les projets alentours

Documents de planification impactés/liés :

- ⇒ PLU – définition du projet en cohérence avec le PADD et les O.A.P du PLU
- ⇒ Schéma de développement urbain – les projets sont définis en cohérence avec la stratégie urbaine globale définie dans le schéma de développement urbain

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Marie CAPON

marie.capon@mairie-calais.fr

03.21.46.66.82

Date de rédaction : 2/08/2013

Date de mise à jour : 13/05/2014

FICHE ACTION n° C5**Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient****Lutte contre les inondations****Ville de Calais – Service Ecologie****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Amélioration de l'écoulement des eaux du territoire en optimisant l'entretien des canaux et des ouvrages hydrauliques.

Objectifs de l'action : Améliorer l'évacuation à la mer de l'eau provenant de l'arrière-pays.

Etat d'avancement de l'action :

Un Conseil de Gestion de l'Eau a été mis en place par le Maire de Calais en janvier 2013 afin de réunir les partenaires institutionnels pour travailler sur la problématique de l'eau et de son écoulement sur le territoire. 4 réunions se sont tenues depuis le début de l'année.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Mignonet

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : Environnement

Direction associée :

Partenaire(s) : La 3^{ème} section des Wateringues, Union des Wateringues, l'Institution Interdépartementale des Wateringues, Conseil Général 62, Etat, SMCO, Cap Calaisis.

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : mise en place d'un Conseil de Gestion de l'Eau (réalisée en 2013)

Etape 2 : études techniques et financières permettant une stratégie partagée par l'ensemble des acteurs

Etape 3 : montage financier – plan de financement

Etape 4 : réalisation des travaux nécessaires pour améliorer l'écoulement des eaux

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Montant estimatif de l'opération : entre 1 500 000 et 2 500 000 euros

Financement : Montage financier à négocier entre les différents acteurs

Moyens humains nécessaires : Pas de création de poste

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- la fréquence des débordements des fossés
- les territoires affectés (nombre de communes, les surfaces, ...)
- l'ampleur des dommages

Indicateurs de réalisation de l'action

- les travaux réalisés

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

- le PAPI (programme d'actions de préventions des inondations) destiné à réaliser un diagnostic du territoire, à établir une stratégie partagée de lutte contre les inondations puis un programme d'actions et l'obtention de subventions pour sa mise en œuvre.

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Ludvine GOIDIN – ludvine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.08

FICHE ACTION n° C6**Axe 2 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments****Aide aux primo accédants : le Chèque Avenir Logement****Ville de Calais****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : La Ville de Calais est à l'initiative d'un dispositif d'aide à l'accession à la propriété pour favoriser l'installation à Calais de nouveaux primo-accédants, selon des conditions de ressources très précises. Le montant de la subvention est de 4.000 €/foyer pour l'acquisition d'un bien immobilier neuf ou ancien.

Objectifs de l'action : Cette action permet notamment de retenir sur la Ville-centre les jeunes ménages en début de parcours résidentiel. Les objectifs sont les suivants :

- Enrayer une partie du déclin démographique constaté sur Calais depuis plusieurs années ;
- Valoriser le développement de la ville-centre conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat ;
- Tenter de limiter les déplacements domicile/travail ou loisirs en revalorisant l'intérêt de la ville centre (services, zones d'emploi...).
- Accompagner les ménages modestes dans leur parcours résidentiel

Etat d'avancement de l'action : Pour le budget 2013, une dizaine de ménages ont déjà bénéficié de cette aide.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Valorisation du développement de la ville-centre (lutte contre l'étalement urbain, limitation des déplacements automobiles et donc des émissions de GES)
- Lutte contre la précarité énergétique (l'attribution du chèque avenir logement étant éco-conditionnée) : Pour les logements ayant une étiquette énergétique E et F, l'acquéreur s'engage, sous condition résolutoire, à effectuer les travaux nécessaires à améliorer d'au moins 25% la performance énergétique de son logement (exprimée en KWh/m².an). Pour les logements ayant une étiquette G, le gain énergétique de 25% doit s'accompagner d'une sortie obligatoire de l'étiquette G après travaux.

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Les partenaires locaux du monde immobilier, L'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération Cap Calais, les caisses de retraite (CARSAT, MSA...), la Région Nord-Pas-de-Calais.

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Emmanuel AGIUS, Adjoint à l'Urbanisme et aux travaux

Pôle(s) pilote(s) : DGAA

Direction pilote : Département cohésion et solidarité territoriale, Service Habitat et Relogement

Direction associée : DDU

Partenaire(s) : ANAH, DDTM, Cap Calaisis, Face Calaisis, Région

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Action pluriannuelle ayant débuté en 2012

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : 2012 essai avec pour seuls bénéficiaires les acheteurs d'un bien neuf ou de moins de cinq ans

Etape 2 : 2013 généralisation de l'aide à l'habitat nouveau et ancien (sous conditions énergétiques)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 100 000 € (par an)

Financement : Budget communal accordé : 100 000 €

Moyens humains nécessaires : Pas de création de poste

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de ménages ayant bénéficié de l'aide
- Montant des aides attribuées
- Evolution des acquisitions réalisées (nombre de Déclaration d'Intention d'Aliéner)
- Indicateurs financiers
- Nombre/Montant d'aides attribuées

Indicateurs de réalisation de l'action

- indicateurs financiers,
- typologie de travaux réalisés, gain énergétique avant et après travaux
- impact économique (montant des investissements travaux)

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec le Programme Local de l'Habitat (en cours d'approbation)

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

- Programme Habiter Mieux,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) Vauxhall Fontinettes

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Florence Butez, habitat-relogement@mairie-calais.fr, 03 21 46 66 20

FICHE ACTION n° C7

Axe 2 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Actions d'amélioration de l'Habitat ancien du parc privé



Ville de Calais

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Actions d'amélioration de l'Habitat ancien du parc privé

Objectifs par type d'intervention	Années 2012 à 2019			
	OPAH		Façade	
objectifs en nombre de logements				
Total objectif à 5 ans	104 PO	68 PB	131 incitatif	125 RO
	172 dossiers		256 dossiers	
(+) 2 années optionnelles	69 dossiers		56 dossiers	
Total	241 logements		312 logements	

Objectifs de l'action : Lutter contre la précarité énergétique, résorber l'habitat insalubre et lutter contre l'habitat indigne, adapter le logement au handicap, valoriser le patrimoine bâti

Etat d'avancement de l'action : « mise en œuvre »

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économie de 674 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI sur une base de 312 logements passant d'une performance de 317 kWh/m²/an à 104 kWh/m²/an)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : gain énergétique de 32 % des logements

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

L'Agence National d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération Cap Calais, les caisses de retraite (CARSAT, MSA...), la Région Npdc.

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : l'Adjoint à l'Urbanisme Mr Agius

Pôle(s) pilote(s) : DGAR

Direction pilote : DDU

Direction associée : Environnement

Partenaire(s) : ANAH, DDTM, Cap Calaisis, Face Calaisis, CARSAT, MSA, Région

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Etude pré-opérationnelle 2011, signature d'une convention d'OPAH RU Vauxhall-Fontinettes le 1 août 2012, suivi animation 2012- 2019.

OPAH		Façade	
PO	PB	Incitatif	RO
au 18/10/12		30 contacts	3 contacts
39 contacts	13 contacts	33 contacts	
au 31/12/12			
au 5/06/13			
9 notifiés	0	22 notifiés	13 RO
9 notifiés		35 notifiés	

Durée estimée de l'action : 5 ans plus deux années optionnelles

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : étude pré opérationnelle

Etape 2 : convention d'OPAH

Etape 3 : suivi animation

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 3 824 900 € (hors recyclage ORI)

Financement

Budget communal accordé : 1 785 600 € (hors ORI)

Subventions éventuelles : 50 % Anah hors dispositif façade

Autres : Cap Calaisis, caisses de retraite

Moyens humains nécessaires : AMO : désignation d'un opérateur

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- quantitatifs en nombre de logements,
- indicateurs financiers

Indicateurs de réalisation de l'action

- indicateurs financiers,
- typologie de travaux réalisés, gain énergétique (avant et après travaux)
- impact économique (montant des investissements travaux)

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : Programme National de Requalification des quartiers anciens Dégradés, Programme Habiter Mieux

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

M. Miquet, urbanisme@mairie-calais.fr, 0321466679]

FICHE ACTION n° C8**Axe 3 – Promouvoir une mobilité durable****Promotion des déplacements en mode doux****Ville de Calais****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Promotion des déplacements mode doux par le développement des cheminements pédestres et cyclables (création d'emplacements réservés au PLU)

Objectifs de l'action : Créer des emplacements réservés dans le document d'urbanisme pour des aménagements

Etat d'avancement de l'action : « Mise en œuvre »

Emplacements réservés n°3 digue Royale : aménagement itinéraire pédestre et VTT

Emplacements réservés n°11 prolongement rue Caillette : création d'un espace vert, d'un parc de stationnement, et d'une liaison piétonne

Emplacements réservés n°12 ilot rue de la commune de Paris : création d'un espace vert et d'un parc de stationnement

Création de nouveaux emplacements réservés

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Le Conseil Général

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : l'Adjoint à l'Urbanisme

Pôle(s) pilote(s) : DGAR /DGST

Direction pilote : DDU

Direction associée : Environnement

Partenaire(s) : Conseil Général, communauté d'agglomération

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Éléments de calendrier**

Début de l'action : Approbation du Plan Local d'Urbanisme en octobre 2012

Durée estimée de l'action :

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : acquisition des parcelles selon les cas, ou création de nouveaux emplacements réservés

Etape 2 : réalisation des aménagements ou modification du PLU

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement :

Moyens humains nécessaires : Pas de création de poste

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- suppression des emplacements réservés selon les aménagements réalisés,

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Schéma départemental d'aménagement cyclable, et touristique

Documents de planification impactés :

PLU

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

M. Miquet, urbanisme@mairie-calais.fr, 0321466679

FICHE ACTION n° C9**Axe 3 – Promouvoir une mobilité durable****Mise en place du Chemin de la Cité****Ville de Calais**

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Les Nouveaux Commanditaires calaisiens, citoyens et ambassadeurs de la culture et du patrimoine calaisiens font rayonner leur ville et leurs quartiers, en renforcent l'attractivité et en prenant l'initiative de commandes d'œuvres à des artistes réputés, le long de **chemins de la cité**. Ce sont des lieux de déambulation organisée, pratiqués à pied avec lien au vélo, au fluvial, en des lieux délimités, guidant vers des endroits stratégiques, alternatifs aux axes routiers, permettant de se mettre à l'écart, fonctionnant en « boucles », passant par des secteurs de densité commerciale pour être leviers de développement économique durable.

L'action est menée sur la ville de Calais avec lien aux chemins d'interprétation du patrimoine à l'échelle du Pays du Calais. Les bénéficiaires directs sont les habitants et les visiteurs des cœurs de ville.

Investissements prioritaires :

1.2 : Promotion de l'innovation sociale

6.3 : Protection, promotion et développement du patrimoine culturel

6.5 : Actions visant à l'amélioration de l'environnement urbain, notamment par la réhabilitation des fiches industrielles

7.3 : Elaboration de systèmes de transport respectueux de l'environnement et à faibles émissions de carbone et promotion d'une mobilité urbaine durable

9.6 : Stratégies de développement local menées par les acteurs locaux

Objectifs de l'action : Inciter habitants et touristes à la marche à pied afin de découvrir/redécouvrir les richesses patrimoniales et culturelles urbaines

Etat d'avancement de l'action : Etude et mise en place du **Chemin de la cité** (fonctionnement et investissement), dans la poursuite et le développement du chemin de la cité Hamish Fulton réalisé en 2013.

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Mme le Maire

Pôle(s) pilote(s) : DGA Attractivité

Direction pilote : Département de la Dynamique Locale

Direction associée : Département Culture

Partenaire(s) : Artconnexion et la Fondation de France

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Début de l'action en 2009

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic radioscopie du quartier Calais Saint Pierre et Centre-ville en 2009

Etape 2 : Octobre 2009, un groupe participatif pour la valorisation

Etape 3 : 2009-2013 travail du groupe sur le chemin

Etape 4 : Inauguration du Chemin de la cité le 13 juillet 2013

Un flyer a notamment été mis en place à disposition du public pour suivre le Chemin de la cité, sa démarche et interpréter et s'approprier le paysage urbain.

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 240 000 euros HT

Financement

- FEDER et le FSE
- Les cofinancements nationaux et locaux se feront à travers les dispositifs : FISAC, FITA Région Nord Pas de Calais, Contrat de développement Durable entre l'agglomération et le Département du Pas de Calais.
- Intérêt de cofinancement publics permettant de lever des fonds privés en complément si besoin.

Moyens humains nécessaires : Pas de création de poste

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Taux de fréquentation des équipements touristiques et patrimoniaux et des hôtels restaurants.

Indicateurs de réalisation de l'action**6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE****Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

- Lien au SYMPAC et CCTO (fiche contributive au groupe de travail « environnement, adaptation)
- Référence :
 - *à la stratégie UE 2020 et objectifs nationaux* (lutter contre l'artificialisation des espaces et la banalisation des paysages, et stockage et diminution du gaz carbonique)
 - *aux documents stratégiques régionaux* : Avant-projet du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire et ses volets Climat : « développer les modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture » ; « optimiser l'usage de l'automobile » ; « développer les dynamiques collectives, sources d'initiatives nouvelles et porteuses des transformations sociales nécessaires » et Transports et Mobilités : « Favoriser les modes de déplacement qui ne demandent aucune ressource non renouvelable ».

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

A. Besson (DDL)

FICHE ACTION n° C10**Axe 4 – Réduire l’empreinte carbone des acteurs économiques****Sensibilisation à l’extinction de l’éclairage nocturne des bureaux, façades, bâtiments professionnels****Ville de Calais****1. DESCRIPTION DE L’ACTION**

Descriptif de l’action : Opérations de sensibilisation/communication pour l’extinction de l’éclairage nocturne des enseignes et bâtiments professionnels

Objectifs de l’action : Lutter contre la pollution lumineuse, le gaspillage d’énergie, veiller à la tranquillité des riverains

Etat d’avancement de l’action : « A engager »

Résultats environnementaux attendus (si l’action le permet) :

- Estimation des réductions d’émissions de CO₂
- Estimation des baisses de consommations énergétiques

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l’implication :

La chambre des métiers, la Chambre de commerce et d’Industrie, DDTM : communication et sensibilisation

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : l’Adjoint à l’Urbanisme, l’Adjoint à l’Environnement

Pôle(s) pilote(s) : DGAR /DGST

Direction pilote : DDU/ Environnement

Direction associée : Environnement

Partenaire(s) : DDTM, CCI, Chambre des Métiers

3. MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION

Éléments de calendrier

Début de l’action : réglementation applicable au 1^{er} Juillet 2013

Durée estimée de l’action :

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : Information des professionnels, et collectivités

Etape 2 :

Etape 3 :

Etape 4 :

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste : non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- quantitatifs en nombre de bâtiments professionnels et publics,
- indicateurs financiers

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- indicateurs financiers,
- opérations de communication et de sensibilisation
- contrôles de l'Etat et des collectivités

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Mr Miquet, urbanisme@mairie-calais.fr, 0321466679

FICHE ACTION n° C11

Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Etude thermique des bâtiments municipaux

Ville de Calais - Service Gestion des Fluides



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Etude thermique des bâtiments communaux

Objectifs de l'action : Rénover les bâtiments communaux

Etat d'avancement de l'action : demande de validation, à ce jour deux pré-diagnostic pour les serres municipales et le centre technique municipal

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : à évaluer suivant l'étude
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Agius

Pôle(s) pilote(s) : Service Gestion des Fluides

Direction pilote : M. Loiselet Fabrice

Direction associée : Département du Patrimoine

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 01/03/2014

Durée estimée de l'action : un an

Étapes de mise en œuvre

Validation d'un programme d'étude thermique des bâtiments principalement dans les écoles dans un premier temps

4. BUDGET

L'étude thermique dépend de la surface du bâtiment, avec un minimum de 3 500 € HT par dossier.

Financement : Une étude par un cabinet conseil devra être réalisée pour obtenir des subventions par la région, l'ADEME

Moyens humains nécessaires : Un agent du service gestion des fluides, du pôle technique et cabinet d'étude.

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Validation du pré diagnostic par notre élu référent
- Demande de budget pour une étude détaillée et des travaux pour les années suivantes

Indicateurs de réalisation de l'action

- Nombre de pré-diagnostic ou études thermiques effectués
- Nombre d'études effectuées/Nombre total de bâtiments municipaux
- Nombre de bâtiments rénovés et performance énergétique atteinte grâce à ces travaux pour chaque bâtiment
- Evaluation des consommations énergétiques

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

F. Loiselet fabrice.loiselet@mairie-calais.fr 0321466625

FICHE ACTION n° C12**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Economies d'énergie électrique et de chauffage dans les écoles****Ville de Calais – Service Energie et Education Nationale**

1. DESCRIPTION DE L'ACTION**Descriptif de l'action :**

- Débranchement des frigos et extinction des ballons d'ECS et des ordinateurs pendant les vacances d'été
- Pose de contacteurs Jours-Nuit pour les chauffe-eau supérieurs à 200 litres
- Pose d'horloges pour les VMC

Objectifs de l'action :

Economiser de l'énergie électrique et de chauffage

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre pour les frigos et ballons d'ECS, en cours de réalisation pour les ordinateurs, à venir pour les contacteurs et horloges

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :**2. PILOTAGE**

Elu(s) référent(s) : L'Adjoint à l'Environnement, l'Adjoint aux Finances, l'Adjoint à l'Education

Pôle(s) pilote(s) : DGST

Direction pilote : Service Energie pour les contacteurs et horloges

Direction associée : DGA Education / service Enseignement

Partenaire(s) : Education Nationale pour frigos et coupure des ballons d'ECS et ordinateurs

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

- Eléments de calendrier pour les frigos et la coupure des ballons d'ECS

Début de l'action : tous les ans, début juillet depuis 2011

Durée estimée de l'action : 2 mois

- Eléments de calendrier pour l'extinction des ordinateurs l'été :

Début de l'action : été 2013

Durée estimée de l'action : 2 mois

- Eléments de calendrier pour les contacteurs et horloges : dès que possible

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 300 € pour les contacteurs et horloges par bâtiment + maîtrise d'œuvre, 0€ pour le reste

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? Non

AMO ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- **Nombres de frigos débranchés**
- **Nombres de ECS débranchés**
- **Nombre d'ordinateurs débranchés**

Indicateurs de réalisation de l'action

- **Consommation annuelle de l'énergie**
- **Un éventuel changement de puissance**

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Vivian Duquesne – vivian.duquesne@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.80

FICHE ACTION n° C13**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Contrôle du chauffage des bâtiments****Ville de Calais Service Gestion des Fluides****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Minimisation des consommations électriques des ballons E.C.S. Arrêter pendant l'été les ballons ECS qui n'ont pas de consommation (salle de sports, ...)

Objectifs de l'action : Réduire la consommation électrique et maîtriser la puissance des installations en tarif jour.

Etat d'avancement de l'action : en cours de travaux

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : à évaluer site par site
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Mr Agius

Pôle(s) pilote(s) : Service Gestion des Fluides

Direction pilote : Mr Loiselet Fabrice

Direction associée : Département du Patrimoine

Partenaire(s) : les pôles du département du patrimoine

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 01/06/2013

Durée estimée de l'action : un an

Etapes de mise en œuvre

Dans un premier temps, vérifier l'utilité des ballons ECS (pour une utilisation autre que des douches) dans les bâtiments

Etudier la mise en place d'équipement dans les tableaux divisionnaires afin de minimiser les consommations électriques et privilégier la mise en chauffe le soir, la veille d'un jour ouvré du bâtiment.

Evaluer la baisse des consommations électriques et le report des puissances jour en nuit.

4. BUDGET

Pour cette action, un coût de 100 € HT par ballon ECS

Financement

Budget propre

Moyens humains nécessaires

Le service électrique des pôles du département du patrimoine.

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Estimation du nombre de ballons ECS à équiper
- Réalisation des travaux
- Consommations énergétiques
- Changement de puissance par la suite

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

F. Loiselet fabrice.loiselet@mairie-calais.fr 0321466625

FICHE ACTION n° C14**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Challenge des économies d'énergie dans les écoles****Ville de Calais – Service Ecologie Urbaine****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

Faire bénéficier les écoles volontaires d'un accompagnement gratuit sur les économies d'énergies pendant environ 1 an.

Analyser les consommations d'énergie les habitudes de consommation.

Les résultats leur sont transmis avec des conseils appropriés pour faire baisser leurs consommations.

Les participants disposent d'une période définie pour essayer de les mettre en pratique et pour en mesurer les effets.

Objectifs de l'action : Réduire les consommations énergétiques et inciter le reste de la population à s'engager dans la démarche

Etat d'avancement de l'action : « en réflexion »

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : FACE ? EDF ?
intervention dans les écoles pour sensibiliser aux éco-gestes

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Mignonet

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : Environnement

Direction associée : Patrimoine

Partenaire(s) : FACE ? EDF ?

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action : 2015

Durée estimée de l'action : 1 ½ an

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : appel à projet (courant 2015)

Etape 2 : désignation des écoles volontaires (fin d'année scolaire 2015)

Etape 3 : diagnostic dans les établissements (septembre – octobre 2015)

Etape 4 : sensibilisation (novembre 2015)

Etape 5 : période test « utilisation rationnelle de l'énergie » (décembre -mai 2016)

Etape 6 : Bilan (juin 2016)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Prévoir un budget pour les interventions de sensibilisation : 2000 € par école -étudier la possibilité de mettre en place une opération de mécénat

Prévoir un budget pour récompenser les écoles vertueuses : 10, 20 ou 30% des économies financières réalisées (à faire valider par les élus)

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? non

AMO ? non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Évolution des consommations énergétiques des écoles participantes
- Évolution de la facture énergétique des écoles participantes
- Nombre d'écoles volontaires

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Ludivine GOIDIN – ludivine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.08

FICHE ACTION n° C15**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Renouvellement du parc de chaudières****Ville de Calais - Service Gestion des Fluides****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Remplacement des chaudières de 20 ans et plus

Objectifs de l'action : Renouveler le parc de chaudières afin d'avoir des équipements performants et durables

Etat d'avancement de l'action : environ cinq changements de chaudières par an

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : 24 tonnes/an
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : 100 MWh par an par rapport aux anciennes chaudières

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

- L'exploitant de chauffage

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Mr Agius

Pôle(s) pilote(s) : Service Gestion des Fluides

Direction pilote : Mr Loiselet Fabrice

Direction associée : Département du Patrimoine

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : depuis juillet 2009

Durée estimée de l'action : tous les ans jusqu'en 2030

Étapes de mise en œuvre

Plus de 80 des bâtiments sont exploités par des entreprises spécialisées dans ce domaine de technicité. Chaque année a lieu une concertation afin de changer des chaudières de 20

ans ou plus et de les remplacer par des chaudières à condensation. L'année suivante, les économies réalisées sont évaluées en kWh.

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : le coût est estimé à 40 000 € pour les chaudières et 40 000 € pour les régulations, tubage, cascade, circuits.

Financement : Une aide de la FDE de l'ordre de 5 %

Moyens humains nécessaires : Un service pour gérer le marché d'exploitation de chauffage et une entreprise pour l'exploitation

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Réalisation d'une pré-étude pour identifier l'état et le moment de changement de la chaudière
- Nombre de chaudières au fioul remplacées/Nombre total de chaudières au fioul

Indicateurs de réalisation de l'action

- Consommations énergétiques des chaudières

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

F. Loiselet fabrice.loiselet@mairie-calais.fr 0321466625

FICHE ACTION n° C16

Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Etude du potentiel géothermique pour le chauffage des serres



Ville de Calais Service Gestion des Fluides

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Suite au pré diagnostic réalisé sur la modification de la production de chaleur pour les serres municipales, proposition d'une étude détaillée et des travaux correspondants si l'action est jugée pertinente.

Objectifs de l'action : Mixer les énergies en utilisant les énergies renouvelables

Etat d'avancement de l'action : pré diagnostic terminé, à venir pour l'étude détaillée et les travaux

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : 42,5 tonnes/an
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Mignonet

Pôle(s) pilote(s) : Service Gestion des Fluides

Direction pilote : M. Loiselet Fabrice

Direction associée : Département du Patrimoine

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : avril 2013

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : du 15/04/2013 au 15/07/2013 (pré diagnostic)

Etape 2 : Validation du pré diagnostic par l'élú référent le 11/07/2013

Etape 3 : Demande de budget pour une étude détaillée et des travaux pour 2014

Etape 4 : Travaux en 2014

4. BUDGET

Pré diagnostic par un stagiaire

Financement

Une étude par un cabinet conseil devra être réalisée pour obtenir des subventions par la région, l'ADEME

Moyens humains nécessaires

Un stagiaire en licence professionnelle Energies Renouvelables Appliquées à l'Habitation et aux bâtiments industriels

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Validation du pré diagnostic par l'élú référent
- Obtention du budget pour une étude détaillée et des travaux pour 2014
- Réalisation des travaux
- Evolution des consommations énergétiques en 2015

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- F. Loiselet fabrice.loiselet@mairie-calais.fr 0321466625

FICHE ACTION n° C17**Axe 5 - Tendre vers des collectivités exemplaires****Augmentation du parc de véhicules électriques VL****Ville de Calais – Direction de l'Environnement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Equiper la flotte avec 20% de véhicules à faible impact environnemental (loi LAURE) afin de répondre aux obligations réglementaires

- Par l'acquisition de véhicules électriques.
- Installation de bornes de rechargement sur le territoire communal et du Calaisis

Objectifs de l'action : Réduire les émissions de gaz à effets de serre liées à la circulation des véhicules thermiques

Etat d'avancement de l'action : en cours de développement

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économies de 23 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en faisant l'hypothèse de 24 véhicules électriques, effectuant 7000 km par an)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques : suivi des consommations par le Garage municipal

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Région – subventions, partenariat..

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Ph MIGNONET

Direction pilote : Environnement

Partenaire(s) : Région / Cap Calaisis..

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : En cours

Durée estimée de l'action : illimitée

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : Signature de la charte Région pour l'implantation de bornes électriques et prévisions de renouvellement du parc à 20% de véhicules propres

Etape 2 : Installation des bornes et acquisition de nouveaux véhicules électriques

Etape 3 : Suivi des impacts environnementaux

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

- 30 000 € par an pour la fourniture et la pose de bornes électriques
- 50 000 € environ pour l'acquisition de véhicules électriques
- 1300 € par véhicule pour la location des batteries

Financement

Budget communal accordé ou à accorder : voir ci-dessus

Subventions éventuelles : oui aide de la Région de 80% sur la pose et fourniture de bornes de rechargement

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? oui, un chef de projet véhicules électriques

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de véhicules propres achetés chaque année

Indicateurs de réalisation de l'action

- % de véhicules propres au sein de la flotte de la collectivité

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : SRCE, PCT, etc..

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- GOIDIN Ludivine (ludivine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21466308)
- David DE SMEDT (david.desmedt@mairie-calais.fr – 0321466627)

FICHE ACTION n° C18**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Sensibilisation à l'éco-conduite****Ville de Calais – Prévention au Travail****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Dans le cadre de la prévention du risque routier, poursuite des actions de sensibilisation à l'éco-conduite

Objectifs de l'action

- réduire le risque routier
- réduire le coût d'entretien et de fonctionnement des véhicules municipaux
- réduire les émissions de polluants.

Etat d'avancement de l'action : En réflexion pour 2014

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économies de 13.2 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI sur la base de 50 personnes sensibilisées par an)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Partenariat avec notre assureur GMF

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) :

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : DGA Ressources / Département des Ressources Humaines / Santé au Travail / Prévention au Travail
DGA Ressources / Département Ressources Administratives / Pôle Affaires Juridiques

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action :

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : sensibilisation à l'éco-conduite

Etape 2 :

Etape 3 :

Etape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ?

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

Nombre de séances de sensibilisation réalisées ?-

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

Coût d'entretien et de fonctionnement des véhicules municipaux ?

- Factures de carburant ?

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- GRZANKA Catherine, securite@mairie-calais.fr, T : 03 21 00 10 70

FICHE ACTION n° C19**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Sensibilisation sur le remboursement de 50% de l'abonnement transports en commun des agents municipaux****Département des ressources humaines – Ville de Calais**

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : La Ville de Calais rembourse 50% du coût de l'abonnement domicile/ travail des agents utilisant les transports en commun (dans la limite de 60€/mois). L'objectif est de faire mieux connaître ce dispositif pour augmenter le nombre de bénéficiaires.

Objectifs de l'action : Réduire l'usage de la voiture pour les déplacements domicile travail des salariés.

Etat d'avancement de l'action : Actuellement 38 agents bénéficient de cette aide.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M.CAMBRAYE

Pôle(s) pilote(s) : DGAR

Direction pilote : Département des ressources humaines

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Éléments de calendrier**

Début de l'action : novembre 2013

Durée estimée de l'action : 6 mois

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Rédaction d'une note rappelant les modalités de perception de cette aide
Etape 2 : Intervention en réunion de direction générale pour attirer l'attention sur ce dispositif
Etape 3 : Communication dans le journal interne « message personnel » à l'attention des agents mieux faire connaître l'aide.

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :****Financement**

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder : Budget communal

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ?

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Nombre de bénéficiaires (suivi mensuel)

-

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Nombre d'agents bénéficiant du remboursement/Nombre total d'agents

-

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE**Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :****Documents de planification impactés :****Référent(s) fiche (rédacteurs) :**

- PEZANOWSKI Hélène 03/21/46/20/69 drhmairie –calais.fr

-

- [nom + mail + téléphone]

FICHE ACTION n° C20**Axe 5 - Tendre vers des collectivités exemplaires****Mise en place de l'autopartage****Ville de Calais – Direction de l'Environnement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Equiper la collectivité d'un système de gestion informatique des véhicules afin de créer un pool :

- installation d'un ou plusieurs tableaux électroniques de gestion des clés
- installation sur les PC des utilisateurs d'un logiciel pour la réservation des véhicules

Objectifs de l'action : Réduire le parc de véhicules et optimiser leur utilisation

Etat d'avancement de l'action : en cours de développement

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Baisse des consommations à l'échelle de la ville
- Baisse du nombre de véhicules à assurer

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Ph MIGNONET

Direction pilote : Environnement

Partenaire(s) : aucun

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action : En cours

Durée estimée de l'action : illimitée

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Validation de la mutualisation par les instances décisionnaires

Etape 2 : Acquisition du matériel et des logiciels adaptés

Etape 3 : Suivi des impacts environnementaux (consommation annuelle, coûts d'entretien)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

- 20 000 € pour la fourniture du matériel et du logiciel
- 1 000 € travaux divers (électricité, réseau, etc)
- 2 000 € contrat de maintenance du logiciel

Financement

Budget communal accordé ou à accorder : voir ci-dessus

Subventions éventuelles : aucune

Moyens humains nécessaires : Aucun

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de véhicules total sur la ville de CALAIS
- Nombre d'utilisateurs du service

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- GOIDIN Ludivine (ludivine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21466308)
- David DE SMEDT (david.desmedt@mairie-calais.fr – 0321466627)

FICHE ACTION n° C21**Axe 5 - Tendre vers des collectivités exemplaires****Collecte séparative des cartouches et toners****Ville de Calais – Direction de l'Environnement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Permettre à tous les services municipaux d'avoir une filière d'élimination des consommables d'imprimantes et de photocopieurs.

- Par la signature d'une convention avec un repreneur agréé pour l'ensemble des marques présentes sur le parc de copieurs/imprimantes de la Mairie
- Par la mise à disposition dans chaque bâtiment important de la mairie, une box pour le tri des consommables usagés...

Objectifs de l'action : Limiter le tonnage de déchets « spéciaux » mis en décharge

Etat d'avancement de l'action : en cours de mise en œuvre

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Impact environnemental

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Repreneur de consommables usagers (CONIBI dans notre cas)

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. MIGNONET

Pôle(s) pilote(s) : Direction Environnement

Direction associée : Toutes

Partenaire(s) : Définir des partenaires par site pour gérer la box (taux de remplissage)

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : septembre 2013

Durée estimée de l'action : illimitée

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Signature de la convention avec le repreneur (en cours)

Etape 2 : Mise en place des box pour la collecte des consommables usagés

Etape 3 : Mise en route du système

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 0 €

Financement : sans objet

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? Non

AMO ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action : Nombre de consommables collectés et valorisés

Indicateurs de réalisation de l'action : XXX

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : non

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- GOIDIN Ludivine (Eco-conseillère : 6308)
- PETITEAU Thierry (Ecologie Urbaine – 6264)

FICHE ACTION n° C22**Axe 5 - Tendre vers des collectivités exemplaires****Collecte sélective au sein des bâtiments communaux****Ville de Calais – Direction de l'Environnement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Augmentation des tonnages triés et baisse de la mise en décharge.

- Mise en place de moyens de pré-collecte dans tous les bureaux de la collectivité
- Formation des dames de service au tri
- Affectation de bacs de tri et collecte appropriée par le service de ramassage

Objectifs de l'action : Réduire le tonnage de déchets mis en décharge et augmenter les tonnes triées (papier, emballages, etc..)

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économie de 28 à 38 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en considérant que 60 à 80% des déchets papier actuels sont actuellement mis en décharge)

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Non

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : Ph MIGNONET

Direction pilote : Environnement

Partenaire(s) : Services municipaux

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : début 2014

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Etat des lieux de la situation

Etape 2 : Affectation de bacs de pré-collecte et remise à jour des bacs de collecte

Etape 3 : Formation des dames de services et organisation du ramassage

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 5 000 € (pour acquisition de moyens de précollecte)

Financement

Budget communal accordé ou à accorder : 5000 €

Subventions éventuelles : non

Moyens humains nécessaires : non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de bacs triés chaque semaine

Indicateurs de réalisation de l'action : Taux de présentation des conteneurs

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : non

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Peggy FOSSEUX (peggy.fosseux@mairie-calais.fr – 0321466634)

FICHE ACTION n° C23**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Rationalisation de l'utilisation des produits d'entretien
dans les écoles élémentaires et maternelles****Ville de Calais – Prévention au Travail****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

Dans le cadre de la démarche de prévention des risques professionnels, mise en œuvre (en collaboration avec le service Enseignement et notre fournisseur) d'une démarche pour permettre une utilisation plus rationnelle des produits d'entretien dans les écoles :

- Etablissement, dans le cadre du nouveau marché, d'une liste commune de produits à utiliser dans toutes les écoles (choisis dans la gamme « écologique » et conditionnés sous forme de doses plutôt que de bidons pour une meilleure gestion des dosages).
- Création d'un protocole de nettoyage personnalisé, avec les produits choisis et autorisés, à afficher dans les locaux de travail et / ou sur les chariots de ménage des agents.
- Formation de tous les agents à l'utilisation des produits par la société qui fournit les produits (dosage, conditions d'utilisation ...) avec présentation de la fiche protocole.

Afin de choisir les produits les plus adaptés, une école pilote a été choisie pour faire les essais des nouveaux produits. L'objectif est d'obtenir un taux de satisfaction le plus grand possible en composant avec les contraintes techniques et budgétaires.

Objectifs de l'action :

- Optimiser l'utilisation et la consommation des produits d'entretien dans nos écoles.
- Utiliser des produits respectueux de l'environnement
- Protéger la santé des agents d'entretien et des utilisateurs des locaux

Etat d'avancement de l'action : Action en cours de réalisation

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Notre fournisseur de produit d'entretien (C.P.E.D.) qui nous accompagne dans les choix des produits, la création des protocoles et les actions de formation.

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) :

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : DGA Ressources / Département des Ressources Humaines / Santé au Travail / Prévention au Travail, DGA Education / Département Enfance et Famille / Pôle Enseignement

Direction associée :

Partenaire(s) : La société C.P.E.D.

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Début de l'action en Aout 2013

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Choix d'une liste de produits à utiliser dans les écoles ainsi que d'un site pilote qui utilisera les produits à l'essai pendant une durée de un mois (août 2013).

Etape 2 : Dans le site pilote, réunion avec les dames de service pour présenter les produits choisis et les former à l'utilisation (début septembre 2013).

Etape 3 : Utilisation des produits durant 1 mois par les dames de service du site pilote. A l'issue de cette période d'essai, organisation d'une réunion afin de faire un bilan sur l'utilisation des produits. S'ils sont jugés satisfaisants par les utilisatrices, intégration à la future liste de produits utilisés par les écoles. Si dysfonctionnement ou produit non adapté à nos besoins, essai d'un nouveau produit en remplacement (septembre 2013).

Etape 4 : Après établissement de la liste de produits utilisables par les dames de service des écoles, établissement d'un protocole de nettoyage personnalisé (4^{ème} trimestre 2013)

Etape 5 : A toutes les dames de service des écoles, présentation de la nouvelle gamme de produits et formation à leur utilisation (dosages et conditions d'utilisation, techniques de nettoyage ...). Présentation du protocole (2014)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement :

Moyens humains nécessaires

Agents des services Prévention au Travail et Enseignement, Collaborateur de C.P.E.D.

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Quantités de produits d'entretien utilisé

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- GRZANKA Catherine, securite@mairie-calais.fr, tel : 03 21 00 10 70
- [nom + mail + téléphone]

FICHE ACTION n° C24

Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Mise en place de la télé relève des compteurs d'eau

Ville de Calais – Service Ecologie Urbaine



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Equiper d'émetteurs permettant la télé relève des consommations tous les compteurs des abonnés assurant une mission d'intérêt général située sur le territoire de la commune : Cap Calaisais, CCI Côte d'Opale, Collège Jean Jaures, Collège Jean Masset, Collège Vauban, Lycée Professionnel, l'ULCO, Lycée du Détroit, Centre Hospitalier, CPAM, CCAS

Objectifs de l'action :

- Détecter les fuites
- Suivre les consommations en continu
- Obtenir les factures réelles

Etat d'avancement de l'action : en cours de mise en œuvre

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Mignonet

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : Environnement

Direction associée : Patrimoine / Fluides

Partenaire(s) : Le délégataire Eaux de Calais

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : illimitée

Étapes de mise en œuvre

Étape 1 : installation des émetteurs + phase de test (2013 – 2014)

Étape 2 : présentation des télé-services au personnel

Étape 3 : suivi des consommations

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :**

Le coût de la mise en service des télé-services sur ces 474 compteurs est estimé à 68 000 €HT (valeur 2012).

Les frais de fonctionnement annuel inhérents sont estimés à 53 000 €HT/an (valeur 2012).

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres : à la charge du délégataire

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? non

AMO ? non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Le nombre de compteurs équipés par le système de télé relève

Indicateurs de réalisation de l'action

- le nombre d'alertes observées
- l'évolution des consommations

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Ludivine GOIDIN – ludivine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.08
- [nom + mail + téléphone]

FICHE ACTION n° C25**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Initiation des scolaires aux éco-gestes****Ville de Calais : Direction de l'Environnement****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

Profiter des Temps d'Activités Périscolaires (TAP) qui vont être mis en place dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires pour initier les élèves d'écoles primaires aux éco-gestes : les économies d'énergie, d'eau, de papier, le tri des déchets, la mobilité et les déplacements, etc. par le biais d'ateliers, d'interventions pédagogiques, d'expositions, de visites de sites (appartement témoin, déchetterie, centre de tri, station d'épuration, chaufferie, etc.).

Objectifs de l'action :

Agir sur les comportements, faire émerger des attitudes plus vertueuses en faveur de l'environnement et plus économes en matière d'énergies.

Etat d'avancement de l'action : à valider et mettre en œuvre en 2014

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : selon suivi des consommations
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : selon suivi des consommations

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction de l'Environnement

Direction associée : Direction de l'Education, Département Enfance et Famille, Plan Educatif Local

Partenaire(s) : Inspection académique, Cap Calais, SEVADEC, SITAC, FACE, associations

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action : septembre 2014

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : validation des objectifs pédagogiques et du contenu des animations

Etape 2 : choix des intervenants

Etape 3 : organisation des plannings

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : non disponible

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- nombre d'intervention en classe, visites de sites, etc.
- nombres d'établissements, nombre de classes, nombres d'enfants concernés

Indicateurs de réalisation de l'action

- suivi des consommations : économies d'énergie, d'eau, de matière ...

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Ludvine GOIDIN – ludvine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.08

FICHE ACTION n° C26**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Dématérialisation des documents administratifs et budgétaires***Ville de Calais***1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

Dématérialisation des documents administratifs et budgétaires pour gagner en efficience et réduire les impacts environnementaux.

Objectifs de l'action :

- Réduire les volumes d'impression papier,
- Réduire les délais en termes d'exécution des traitements dans différents domaines : traitement des actes administratifs, des demandes de congés, des bons de commandes, des demandes de virements, etc.

Etat d'avancement de l'action : en cours

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) :

Pôle(s) pilote(s) :

Direction pilote : Direction Générale Adjointe des Ressources – Département de la Commande Publique

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action :

Durée estimée de l'action : pérenne

Étapes de mise en œuvre

Depuis 2007 : Actes administratifs : transmission des arrêtés et délibérations au contrôle de légalité (Sous-Préfecture) par voie dématérialisée.

Depuis 2008 : Marchés publics : mise en ligne de tous les dossiers de consultation des entreprises (environ 200 procédures par an)

Année 2013 : Marchés publics : transmission des marchés au contrôle de légalité (Sous-Préfecture) par voie dématérialisée.

Année 2013 : demandes de congés dématérialisées

Année 2013 / 2014 : bons de commande dématérialisés

Année 2013 / 2014 : demandes de virements de crédits dématérialisées

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires

Création d'un poste ? non

AMO ? non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Le nombre de documents dématérialisés

Indicateurs de réalisation de l'action

- La consommation de papier

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Ludvine GOIDIN – ludvine.goidin@mairie-calais.fr – 03.21.46.63.08

FICHE ACTION n° C27**Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Extension de la chaufferie bois****Ville de Calais – Département du Patrimoine****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Construction d'une extension de la chaufferie bois afin de répondre aux besoins thermiques du nouvel hôpital qui s'est implanté sur le site de la zone du Virval.

Objectifs de l'action :

- utilisation majoritaire d'énergie renouvelable, augmenter la part bois de 14 % à 53 %
- amélioration du niveau de la qualité environnementale des installations
- diminution des rejets de CO₂
- réduire le coût de chauffage pour les usagers d'environ 10%
- limiter les fluctuations tarifaires liées aux évolutions des énergies fossiles

Etat d'avancement de l'action :**Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :**

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : **5 500 t/an**
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Le concessionnaire Calais Energie-Dalkia - Financeur

2. PILOTAGE

Elu(s) référent(s) : M. Grenat – M. Mignonet

Pôle(s) pilote(s) : Département du Patrimoine

Direction pilote : M. Philippe Vasseur

Direction associée :

Partenaire(s) : Calais Energie-Dalkia

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier :

Démarrage de la chaufferie prévue en septembre 2014

Etapas de mise en œuvre :

Etape 1 : réalisation des travaux d'extension de la chaufferie

Etape 2 : réalisation des travaux d'extension du réseau

Etape 3 :

Etape 4 :

4. BUDGET

6 954 841 € HT pour l'extension de la chaufferie et du réseau.

Financement :

Fonds de chaleur - ADEME : 2 490 000 € HT

Calais Energie-Dalkia : 4 464 841 € HT

Moyens humains nécessaires :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action :

- Évolution des consommations de biomasse
- Quantités de CO2 rejetées

Indicateurs de réalisation de l'action :

- Mise en fonction de la chaufferie bois

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Ludivine GOIDIN

Date de rédaction : 23/06/2014

Date de mise à jour :

Fiches Actions

Cap Calaisis

FICHE ACTION n° CC1**Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient****Requalification de la ZI des Dunes****Cap Calaisis****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : La Communauté d'Agglomération a engagé une démarche de requalification de la ZI des Dunes afin de maintenir et pérenniser l'implantation des entreprises localisées sur la zone, mais aussi de disposer d'une réflexion d'ensemble au vu des projets environnants, en particulier le projet « Calais Port 2015 ».

En outre, le projet technique relatif à la mise aux normes du réseau d'assainissement est étroitement lié au repositionnement économique de la ZI des Dunes.

Cette requalification passe notamment par un réaménagement total de la rue des Garennes (réaménagement des voiries, circulations douces, mobilier urbain, etc.).

Objectifs de l'action :

- Maintenir et favoriser le développement d'activités économiques dans la ZI ;
- Développer de nouveaux systèmes de réseaux afin de maintenir l'attractivité de la ZI, tout en intégrant les contraintes environnementales liées au site et aux activités présentes ;
- Tirer parti du dynamisme économique généré par le futur projet « Calais Port 2015 » ;
- Favoriser l'intégration de la zone industrielle dans son environnement urbain ;
- Développer les synergies entre les acteurs privés et publics ;
- Favoriser le développement des modes de déplacement doux.

Etat d'avancement de l'action : en cours de réalisation ; fin de la réfection de la rue des Garennes prévue au 2nd semestre 2014.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Réduction des déchets de 10% par rapport à l'année 2010 ;
- soutien au projet « Calais Port 2015 » ;
- Labellisation PALME ;
- Maintien du développement économique ;
- Développement des modes de déplacement doux.

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Cabinet V2R : maître d'oeuvre

2. PILOTAGE

Direction pilote : Département Développement Economique et Touristique

Direction associée : Direction générale des services techniques ; Bureau d'étude VRD

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2011 (désignation du maître d'œuvre)

Durée estimée de l'action : 3 ans

Etapas de mise en œuvre

- Second semestre 2011 – désignation du Maître d'œuvre
- échéancier assainissement, fibre optique : 2012-2013
- échéancier déchets : 2013
- échéancier voirie: 2013-2014

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

- assainissement : 4 millions d'euros
- voiries : 6 millions d'euros
- total : 10 millions

Chiffrage Rue des Garennes :

* Budget Général 2013	3 100 000 € HT	Voirie Réseaux Divers
* Budget Assainissement 2013	2 100 000 € HT	
* Budget Général 2014	2 000 000 € HT	Voirie Réseaux Divers
* Budget Assainissement 2014	1 300 000 € HT	

Financement

Subventions éventuelles : Conseil Général du Pas-de-Calais : 300 000 €.

Moyens humains nécessaires :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Amélioration de l'attractivité de la zone ;
- Nombre d'emplois créés ;
- Réalisation de l'étude de réduction des déchets ;
- Labellisation de la zone d'activité en très haut débit.

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Arnaud Denieul
Morgane Segard
03 21 19 55 94

FICHE ACTION n° CC2

Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient

Aménagement des berges et canaux

Cap Calaisis Terre d'Opale



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Depuis 2009, Cap Calaisis, en étroite partenariat avec le S.I.T.A.C. et la ville de Calais, s'est questionnée quant à la reconversion des berges, leur mise en valeur et leur dynamisation. Cette réflexion a très vite rejoint une réflexion globale portée par le Pays du Calaisis sur la mise en œuvre d'un plan de gestion écologique des canaux. À travers l'aménagement des berges du canal de Calais comme projet pilote, Cap Calaisis souhaite renouer avec l'idée que l'eau a non seulement une fonction d'assainissement et d'alimentation, mais également d'agrément durable du milieu urbain et une fonction sociale, voire de support à des politiques nouvelles touristique et de mobilité.

Une première étude d'opportunité confiée au cabinet JED a démontré l'intérêt de créer des sites majeurs de pratiques et d'usage sur les canaux et de valorisation de ces espaces. Quatre secteurs de l'agglomération ont été étudiés: Coulogne, Calaisis Est, Calaisis Ouest et Calais Centre. Sur « Calais centre », Cap Calaisis mettra en œuvre un projet pilote de valorisation des berges et canaux. Ce secteur a été choisi pour sa complémentarité avec le projet de navette fluviale porté par le S.I.T.A.C (depuis juin 2013), et par la volonté d'une meilleure intégration de l'environnement, des paysages et des déplacements dans le grand projet d'aménagement urbain qu'est «le futur éco quartier Descartes».

Objectifs de l'action :

- Valoriser les ressources naturelles à travers des fonctions urbaines améliorant le cadre de vie et le vivre ensemble
- Constituer une image de marque attractive autour de l'eau en requalifiant les berges et les ouvrages d'art dans un milieu urbain durable

Etat d'avancement de l'action : Les travaux sont en cours de réalisation.

Ceux visant à assurer l'accessibilité PMR des usagers de la navette et du public en général, sur les quais, et à la voie d'eau à proximité des pontons d'embarquement réalisés par le SITAC, ont été réalisés. La mise en valeur des berges tout au long du parcours de la navette (7 km environ), en procédant ponctuellement à des renforcements des berges est en cours de réalisation.

Parmi les travaux mis en œuvre, les objectifs paysagers et écologiques sont les suivants :

- Enlèvement de produits de toute nature et évacuation des déchets
- Mise en valeur de la végétation spontanée existante par des soins appropriés
- Reprofilage de berges et stabilisation de zones érodées avec création de zones humides en pied de berge sur certains secteurs
- Plantations paysagères comprenant des essences locales

Le reprofilage des berges a été mis en œuvre à travers un étabonnage quai de l'Yser permettant d'assurer le maintien de la berge et permettant par la même occasion de procéder à la plantation en pied de berges de plantes hygrophiles (mentha aquatica, symphytum officinale, carex riparia ...)

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction des services techniques

Partenaire(s) : La ville de Calais, la ville de Coulogne la Région, V.N.F., le Conseil général

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : janvier 2013

Durée estimée de l'action : 3 ans

Etapes de mise en œuvre : Planning de mise en œuvre sur 3 ans à partir de janvier 2013

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 2 271 727,87 € HT

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder : 1 421 702,87€ HT

Subventions éventuelles : Feder (500 000 €), Région (148 000€), Département (200 000€)

Moyens humains nécessaires : AMO de maîtrise d'œuvre

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Réalisation des objectifs fixés dans le cahier des charges
- Planning de suivi de l'action

Indicateurs de réalisation de l'action

- Continuité biologique et écologique assurée
- Requalification et maintien des espaces

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

1. S.R.C.E. (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) – T.V.B.

Contribution aux enjeux : diversité biologique, préservation de la qualité du réseau de cours, réduction de l'artificialisation du réseau hydraulique, et tourisme durable

2. Programme de gestion environnemental des canaux, adopté par le Sympac

Dans le but de poursuivre les objectifs d'atteinte du bon potentiel écologique décliné dans le SDAGE et le SAGE du Delta de l'Aa, le SYMPAC procède à l'élaboration du plan de gestion écologique pluriannuel sur les canaux d'Ardres, Audruicq, Calais et Guînes. L'approche

environnementale de ce projet, auquel le Conseil Général est associé, nécessitera une complémentarité de tous les acteurs.

3. Articulation du projet avec la stratégie intercommunale « projet de territoire »

Objectif 1 : Le développement durable au cœur des politiques de l'agglomération.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Maryline Thomassin : maryline.thomassin@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC3**Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient****Aménagement HQE de la zone de la Turquerie****Cap Calaisis****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : L'opération de la ZAC de la Turquerie se situe sur les communes de Calais et Marck. Ce projet de 156 ha est porté par Cap Calaisis et ADEVIA, maître d'œuvre. Cette ZAC a une vocation logistique et artisanale (accueil de PME et PMI) ; une zone bimodale doit également voir le jour et permettre, à terme, de relier le port de Calais à la ZAC, via la réalisation d'une ITE.

Dès le lancement du projet, le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche de qualité environnementale, guidée notamment par la démarche de Programme d'Actions Labellisé pour la Maîtrise de l'Environnement (PALME), afin d'encadrer et dynamiser le projet, tout en conciliant les besoins économiques, les enjeux environnementaux actuels et la demande sociale. Parallèlement, Cap Calaisis a souhaité lancer une démarche de certification « HQE Aménagement – Démarche certifiée par Certivea », certification de management, pour l'opération d'aménagement de la zone, afin de confirmer sa prise en compte des enjeux environnementaux. L'opération d'aménagement de la ZAC de la Turquerie est la première zone à vocation logistique à obtenir une certification « HQE Aménagement ».

Objectifs de l'action :

- lutter contre le changement climatique ;
- préserver la biodiversité, les milieux et les ressources ;
- créer cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations ;
- contribuer à l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- dynamique de développement suivant les modes de production et de consommation responsables.

Etat d'avancement de l'action : réalisée : certification obtenue le 26 avril 2013 pour les 4 premières phases du projet (lancement, analyse initiale, choix des objectifs et conception du projet) ; un suivi de l'opération sera régulièrement effectué par l'organisme de certification afin de s'assurer du respect des objectifs.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ ;
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau ;

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : ADEVIA (maître d'œuvre), AMO spécialisé dans la certification d'opérations, Certivea (organisme de certification)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Département Développement Economique et Touristique

Direction associée : Direction des services techniques

Partenaire(s) : ADEVIA

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 1ère analyse du dossier du projet par l'organisme de certification en 2012.

Durée estimée de l'action : 3 ans (jusqu'à l'achèvement des travaux, prévu en 2015).

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : premiers audits début 2012

Etape 2 : réalisation de différents audits au cours de l'année 2012 ; réunion de clôture en novembre 2012

Etape 3 : certification de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Turquerie en avril 2013 (valable 12 mois).

Etape 4 : suivi de l'opération par l'organisme de certification via des audits annuels jusqu'à l'achèvement des aménagements (2015).

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

- Accompagnement par un AMO spécialisé sur la question de la certification : 50 000€
- Réalisation des différents audits (1^{er} audit : 10 000€ ; audits annuels : 4 000€) ; Coût total estimé (sur toute la durée de l'opération) : 28 000€.

Financement

Moyens humains nécessaires : AMO

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

L'organisme de certification doit procéder à des audits réguliers afin de valider le maintien de la certification.

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

FICHE ACTION n° CC4

Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient

Valorisation du site « Le Colombier Virval »

CAP CALAISIS



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Dans le cadre de sa politique de protection et d'aménagement des espaces naturels et périurbains, Cap Calaisis valorise le site du Colombier Virval, site d'une superficie de 110 ha, qui occupe une position stratégique, en bordure de deux axes autoroutiers majeurs. Ce site, qui a cessé toute activité il y a environ une quinzaine d'années, participera à la construction d'une véritable trame verte de l'agglomération.

Une étude globale de faisabilité et de définition de l'aménagement a été réalisée par l'agence NOYON. Elle a permis de dresser un projet global fixant les grandes orientations d'aménagement et de gestion du site, sur le moyen et le long terme: volonté de protection et de mise en valeur des milieux articulés autour de l'eau et des zones humides, ambition de démontrer que sur un même lieu peuvent cohabiter différents partenaires et usagers des milieux naturels dans une approche pédagogique, notamment par la mise en place de lieux d'information sur l'activité pêche et sur les enjeux patrimoniaux liés à l'eau.

Cependant, au regard des évolutions de la loi littoral, certaines phases de la programmation initiale ne sont plus réalisables. C'est le cas de la phase 2 qui consistait en la création de la Maison du Parc, organisée sous la forme d'une ferme traditionnelle recréée par un chantier-école. Il semble donc opportun de relancer une étude de définition et de programmation sur l'ensemble du site afin de cibler de nouvelles orientations.

A l'occasion d'un appel à idée lancé par Cap Calaisis, la fédération départementale de la pêche a de plus émis l'importance d'avoir sur le territoire une maison de la pêche et de la nature, lieu ouvert qui permettrait d'accueillir entre autre une école de pêche. A ce projet, pourrait être associée l'implantation d'un Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement. Cette maison de l'eau serait un espace ouvert aux acteurs du site (ex : lycée horticole ...).

Objectifs de l'action :

- Créer sur le site une réserve naturelle régionale
- Valoriser et rendre visible et accessible l'activité pêche autour d'un lieu unique et reconnu de tous ;
- Valoriser l'eau, les milieux aquatiques et les pratiques liées à l'eau.
- Animer et sensibiliser aux milieux aquatiques et piscicoles

Etat d'avancement de l'action :

- Phase 1 mise en œuvre en 2011 : Sur près de 45Ha, résorption de la friche industrielle, sécurisation et retraitement des berges des plans d'eau, renaturation générale du site avec réalisation d'aménagements légers pour l'accueil du public.
- Juin 2013 : Lancement de l'appel à idée
- Juillet 2013 : Retour de l'appel à idée
- 1er trimestre 2014 : Consultation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une étude de définition et de programmation

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :**Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :**

SYMPAC, Ville de Calais, Ville de Coulogne, Lycée horticole de Coulogne, l'A.P.P.M.A., fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction des services techniques

Partenaire(s) : Direction des territoires

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Éléments de calendrier**

Début de l'action : premier trimestre 2014 / définition et programmation mission 6 mois

Lancement des travaux et réalisation (10 mois)

4. BUDGET

Estimation du coût (mission AMO = étude géotechnique+diag+levé topographique): 60 000 € HT

Moyens humains nécessaires : AMO, PROGRAMMISTE

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- réalisation des objectifs fixés dans le cahier des charges.
- planning de suivi de l'action

Indicateurs de réalisation de l'action**6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE****Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :****4. S.R.C.E. – T.V.B.**

Contribution aux enjeux : Diversité biologique, Préservation de la qualité de l'eau, Tourisme durable

5. articulation du projet avec la stratégie intercommunale « projet de territoire »

Objectif 1 : Le développement durable au cœur des politiques de l'agglomération.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Maryline Thomassin : maryline.thomassin@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC5

Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient

Création d'un magasin de producteurs



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Création d'un MAGASIN DE PRODUCTEURS afin de faciliter la distribution de leurs produits issus d'une agriculture paysanne ou bio, et d'ouvrir aux consommateurs un lieu d'achat centralisé et facile d'accès.

Maraîchers, producteurs bovins, ovins et porcins, pêcheurs, paysans boulangers, producteurs de lait et autres produits laitiers, herbes aromatiques, fruits, œufs... tous ces produits seraient mis à disposition dans ce lieu unique.

Le point de vente sera installé en centre-ville de l'agglomération.

La gamme des produits proposés devra être orientée, selon les clients visés, vers des produits de consommation courante (on devra alors, en alimentaire, trouver "tout pour faire un repas") ou spécifiques (festivités, cadeau ou souvenir). En tous cas, la gamme des produits présentée doit également être suffisamment large pour offrir « le panier de la ménagère » ou « de faire un repas ».

Le magasin devra disposer d'un agriculteur ou d'un artisan assurant l'authenticité du produit et apportant un gage de garantie.

De plus, une association de consom'acteurs pourrait être créée afin d'ouvrir au maximum la gamme des produits disponibles et offrir aux habitants de notre territoire une vraie alternative de consommation.

Objectifs de l'action :

Permettre de développer et de renforcer la filière circuit-court sur le territoire du Pays du Calais, en accompagnement du réseau « Le Calais, on y prend goût »

Etat d'avancement de l'action : en cours de réalisation

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Syndicat Mixte du Pays du Calais (relation avec les producteurs)
Association Galilée (assistance à maîtrise d'ouvrage)

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Cap Calais

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente : Olivier Bury

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : juin 2013

Durée estimée de l'action : 2 ans

Étapes de mise en œuvre

Étape 1 : Sensibilisation des producteurs

Étape 2 : Création d'une structure juridique

Étape 3 : Création du magasin

Étape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 130.000 €

Financement :

- 65.000 € Région Nord-pas-de-Calais (PLDE)
- 65.000 € Cap Calaisis

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Création de la structure juridique
- Nombres de clients
- Chiffre d'affaire

Indicateurs de réalisation de l'action

-
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Olivier BURY – olivier.bury@agglo-calaisis.fr – 03 21 19 55 60

FICHE ACTION n° CC6

Axe 2 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Application du Plan 100.000 logements de la Région

Conseil Régional / Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : la réhabilitation énergétique et environnementale des logements existants avec au préalable la réalisation d'audits énergétiques

Objectifs de l'action : atteinte du niveau de performance énergétique BBC-rénovation (facteur 4) pour les logements : 100.000 logements rénovés sur le territoire régional et 100 logements sur le territoire de Cap Calaisis fin 2014. L'audit énergétique et environnemental permettra au demandeur de cibler et hiérarchiser les travaux d'amélioration de la performance énergétique.

Etat d'avancement de l'action : convention en cours de rédaction

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économie de 453 tonnes de CO₂ sur un an (estimation réalisée par 2EI sur la base de 100 logements rénovés par an)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : signature d'une convention avec le Conseil Régional du Nord- Pas de Calais qui est à l'origine de ce projet

2. PILOTAGE

Direction pilote : Département des territoires et de la cohésion sociale

Direction associée : Services Techniques, Service Développement Economique

Partenaire(s) : à définir

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : début 2014

Durée estimée de l'action : 1 an

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : délibération du conseil Régional et du conseil communautaire

Etape 2 : signature de la convention

Etape 3 : Appel d'offre public pour les bureaux d'études qui réaliseront les audits énergétiques et environnementaux sur le territoire

Etape 4 : Communication et appel à candidature à destination des propriétaires de logements

Etape 5 : Réalisation des audits et des travaux

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre : à définir****Financement**

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder : 500 euros/audit soit 50.000 euros (à définir selon la participation du Conseil Régional)

Les travaux éligibles pourront bénéficier des subventions Cap Calaisis du dispositif actuel.

Moyens humains nécessaires :

Espace Info Energie du Calaisis : gestion et suivi des candidatures

AMO : Conseil Régional Nord Pas de Calais, Direction de l'Aménagement Durable

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Dossiers de demande d'audits retirés

Indicateurs de réalisation de l'action

- Nombre d'audits réalisés sur le territoire
- Niveau de performance énergétique atteint suite aux travaux
- Nombre de logements rénovés

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE**Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

Dispositif des aides financières Cap Calaisis pour le développement des énergies renouvelables et de la performance énergétique de l'habitat privé, aides financières pour l'efficacité énergétique, aides nationales (Crédit d'impôt, éco-prêt à taux zéro, ANAH,...), les aides régionales (Chèque solaire thermique)

Documents de planification impactés :**Référent(s) fiche (rédacteurs) :**

- Yann BLOQUET eieducalaisis@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC7

Axe 2 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Programme SLIME de lutte contre la précarité énergétique

Maitre d'ouvrage : Cap Calais



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

- Dans le cadre de l'appel à projets « SLIME » (services locaux de maîtrise de l'énergie) lancé par le CLER, coordination d'un dispositif local de lutte contre la précarité énergétique reposant sur le repérage puis des visites au domicile des ménages afin d'analyser la situation, et orienter les ménages vers des dispositifs adaptés.
- Conseil aux ménages pour leur permettre, par des gestes simples, de faire des économies d'eau et d'énergie.
- Pose de petits équipements (ampoules économes, joints de fenêtre...).

Objectifs de l'action : Aider les ménages en précarité énergétique en leur apprenant à réaliser des économies d'énergie tout en gardant un confort minimal

Etat d'avancement de l'action : en cours de réalisation (deux animateurs écogestes recrutés en août 2013)

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : d'après l'expérimentation du projet européen « Achieve », en moyenne 200 kg de CO₂ économisés par an par ménage
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : d'après l'expérimentation du projet européen « Achieve », en moyenne 800 kWh et 30 m³ d'eau économisés par an par ménage accompagné → économie de 8 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI sur la base de 40 ménages sensibilisés par an)

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Nombreux partenariats nécessaires (Conseil Général, communes, CCAS, CAF, associations, fournisseurs d'énergie, aides à domicile...) + CLER qui coordonne SLIME

2. PILOTAGE

Direction pilote : territoires

Direction associée :

Partenaire(s) : nombreux partenaires, voir ci-dessus.

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : août 2013

Durée estimée de l'action : 3 ans

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : formation des animateurs écogestes

Etape 2 : rencontres des partenaires, établissement d'un comité de pilotage, candidature à l'appel à projets SLIME

Etape 3 : réalisation des visites

Etape 4 : suivi

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 2 postes en emplois d'avenir + matériel de bureau + petit équipement à poser chez les ménages

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder : environ 5000 € / an de matériel + Coût résiduel des deux postes d'emploi d'avenir + Versement au CLER de 2,5 % du budget du SLIME en cas d'obtention de la labellisation qui permet de prétendre à des Certificats d'Economies d'Energie

Subventions éventuelles : l'Etat prend en charge 75% du coût des emplois d'avenir.

La Région prend en charge le cas échéant les 25% restants (demande en cours)

Autres : possibilité de valoriser des Certificats d'Economie d'Energie à hauteur d'environ 28% du budget SLIME.

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Oui deux emplois d'avenir animateurs écogestes

AMO ? non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- candidature à l'appel à projets SLIME
- nombre de foyers visités.

Indicateurs de réalisation de l'action

- obtention de la labellisation SLIME
- CEE valorisés
- solutions proposées aux ménages
- économies d'énergie
- économies de CO2

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC8

Axe 4 – Réduire l'impact carbone des acteurs économiques

Signature de la Charte d'engagement des partenaires

Maitre d'ouvrage : Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : une charte d'engagement pour le climat comprenant des actions de réduction des consommations d'énergie peut être proposée à la signature des partenaires du territoire (communes, établissements publics, entreprises, associations,...).

Des propositions de rédaction de cette charte sont mises en annexe du rapport PCET.

La signature de cette charte pourra être proposée aux pilotes d'actions incluses dans le PCET, dès approbation du PCET, et à l'occasion du suivi annuel du PCET qui sera mené par le comité de pilotage.

Des actions d'animation et de communication permettront de faire connaître cette charte.

Objectifs de l'action : fédérer les acteurs du territoire autour des objectifs du PCET ; valoriser les engagements de chacun.

Etat d'avancement de l'action : Initiée avec les partenaires lors de l'atelier territoire « stratégie énergie climat » en septembre 2013.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ ;
 - Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau ;
- Le cas échéant, estimation par chaque acteur en fonction de ses engagements.

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Selon le volontariat de chaque partenaire

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Cap Calaisis

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : direction des territoires

Personne référente : Céline Duffy

Partenaire(s) : direction du développement économique

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : septembre 2013

Durée estimée de l'action : sur la durée du PCET

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : présentation de l'idée d'une charte

Etape 2 : proposition de signature pour les partenaires pilotes d'actions

Etape 3 : animation, communication, diffusion de la charte à l'occasion du comité de pilotage annuel de suivi du PCET

Etape 4 : apport de nouveaux partenaires signataires

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : temps d'animation

Financement :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

-
-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

- nombre de signataires
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Céline Duffy, celine.duffy@agglo-calaisis.fr, 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC9

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Travaux de rénovation des bâtiments communautaires

Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communautaires

Objectifs de l'action : réalisation de travaux de rénovation en s'appuyant sur les prescriptions des diagnostics énergétiques réalisés sur les bâtiments communautaires

Etat d'avancement de l'action :

- Diagnostic énergétique : réalisé
- Travaux de rénovation :
 - Hôtel communautaire : isolation thermique de l'extension et menuiseries de l'ensemble du bâtiment (réalisé)
 - Ecole de musique de Blériot : isolation des murs extérieurs (réalisé)
 - STEP Monod : isolation thermique et installation d'une PAC eau/eau (en cours)

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : non évalué actuellement
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : non évalué actuellement

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Diagnostics énergétiques : TW ingénierie

Travaux : selon l'attribution du(des) marché(s)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction Générale des Services Techniques

Direction associée : Direction Générale des Services

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action :

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : réalisation des diagnostics énergétiques des bâtiments

Etape 2 : hiérarchisation des travaux selon le type de bâtiment et le gain énergétique potentiel

Etape 3 : planning des travaux

Etape 4 : réalisation des travaux

Etape 5 : retours d'expériences et gains énergétiques effectifs

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles : Valorisation des certificats d'économie d'énergie

Moyens humains nécessaires :

AMO

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- travaux réalisés vs prescriptions du diagnostic énergétique
- performance énergétique atteinte (globale ou élément par élément)
- mise en œuvre d'énergies renouvelables

Indicateurs de réalisation de l'action

- économies d'énergie suite aux travaux
- production d'énergie renouvelable
- labellisation éventuelle (HQE(-ENR), HPE(-ENR), BBC,...)

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : SRCAE

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Yann BLOQUET, ieducalaisis@agglo-calaisis.fr, 03.21.36.22.11

FICHE ACTION n° CC10

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Optimisation énergétique de la désinfection UV des stations d'épuration Toul et Monod

Cap Calais Terre d'Opale



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Optimisation énergétique de la désinfection UV sur les stations d'épuration Toul et Monod

- Modification du type de lampe (plus performantes en termes de rendement)
- Régulation de l'allumage des lampes en fonction du débit (optimisation énergétique et réduction des coûts de maintenance)
- Mise en place d'un nettoyage automatique permettant de limiter l'encrassement des lampes (évite la surconsommation d'énergie)

Objectifs de l'action : Diminuer la consommation électrique
Optimiser le traitement des eaux usées

Etat d'avancement de l'action : Etude réalisée en 2012

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

BERIM : Réalisation de l'étude

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction technique, Service Assainissement

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : non défini à ce jour

Durée estimée de l'action : non défini à ce jour

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic de l'existant – juillet 2012

Etape 2 : Rédaction DCE – non défini à ce jour

Etape 3 : Réalisation des travaux – non défini à ce jour

Etape 4 : Analyse des consommations électriques

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 400 000 € Ht

Cette estimation comprend le remplacement des modules existant sans modification du génie civil.

Financement

Budget communautaire

Subventions éventuelles : Non

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

AMO : pour la rédaction du CCTP et l'analyse des offres

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Consommations électriques (suivi assuré mensuellement via l'accès au service Dialège)
- Suivi de la qualité bactériologique du rejet de la station

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Beaurain Bruno
Tel : 03 21 19 56 11
Mail : bruno.beaurain@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC11

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Optimisation énergétique de la production d'air des stations d'épuration Toul et Monod

Cap Calaisis Terre d'Opale



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Optimisation énergétique de la production d'air sur les stations d'épuration Toul et Monod. Etudes des dossiers remis par les entreprises qui permettront de valider le matériel proposé.

Objectifs de l'action : Diminuer la consommation électrique
Optimiser le traitement des eaux usées

Etat d'avancement de l'action : Mise en œuvre second trimestre 2013 et début 2014

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économie de 29 à 58 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI)
- Estimation des économies d'énergie : 5 à 10 % de la consommation annuelle selon la station :
 - Conso 2012 step Monod 5483248 kWh (442156,14 € ttc)
 - Conso 2012 step Toul 1923874 kWh (176946,67 € ttc)

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

BERIM : Rédaction CCTP et analyse des offres

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction technique, Service Assainissement

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : Octobre 2013

Durée estimée de l'action : 6 mois

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic de l'existant
Etape 2 : Rédaction DCE
Etape 3 : Réalisation des travaux
Etape 4 : Analyse des consommations électriques

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 1 000 000 € Ht tout compris

Ce prix comprend notamment :

- Vidange et nettoyage des ouvrages
- Remplacement des diffuseurs
- Remplacement des agitateurs
- Remplacement des surpresseurs (actuellement deux machines en service de 290 kW chacune)

Financement

Budget communautaire

Subventions éventuelles : Non

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

AMO : pour la rédaction du CCTP et l'analyse des offres)

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

Consommations électriques (suivi assuré mensuellement via l'accès au service Dialège, calcul en kWh et € annuels des économies)

Indicateurs de réalisation de l'action

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

- Etude de l'Ademe Midi Pyrénées

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Beaurain Bruno
Tel : 03 21 19 56 11
Mail : bruno.beaurain@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC12

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Optimisation énergétique et amélioration du fonctionnement de la filtration sur les stations d'épuration Toul et Monod



Cap Calaisis Terre d'Opale

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Optimisation énergétique et amélioration du fonctionnement de la filtration des eaux industrielles sur les stations d'épuration Toul et Monod

Objectifs de l'action : Optimiser la filtration de l'eau industrielle afin de la substituer à l'eau potable dans la préparation du polymère, ainsi que pour l'alimentation des hydrocureuses.

Etat d'avancement de l'action : Appel d'offre attribué le 19 juillet 2013

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Diminution des consommations d'eau potable car ces nouveaux systèmes de filtration permettront d'utiliser l'eau industrielle (réutilisation de l'eau traitée sur les stations d'épuration) pour :

- La préparation du polymère
 - L'alimentation en eau des hydrocureuses
- ➔ Economie de 30 000 m³ d'eau potable par an

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

SOGEA Nord Hydraulique : Réalisation des travaux

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction technique, Service Assainissement

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : dernier trimestre 2013

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic de l'existant : 1^{er} trimestre 2013

Etape 2 : Rédaction DCE : 2^{ème} trimestre 2013 (lancement de la consultation le 10 juin 2013, remise des offres pour le 4 juillet 2013 et attribution le 19 juillet 2013)

Etape 3 : Réalisation des travaux : réception du matériel - semaine 43 et travaux terminé mi-novembre 2013

Etape 4 : Analyse de l'impact en termes d'émissions de CO2

4. BUDGET

Coût de mise en œuvre : 78 000 € Ht

Ce coût comprend notamment :

- Démontage de l'installation existante
- Fourniture et pose du nouveau matériel de filtration
- Equipements électriques, automatisme, supervision

Financement

Budget communautaire

Subventions éventuelles : Non

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Suivi des consommations d'eau potable (actuellement environ 1500 m³/mois pour la préparation du polymère et 1000 m³/mois pour les hydrocureuses)

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Beaurain Bruno
Tel : 03 21 19 56 11
Mail : bruno.beaurain@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC13

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Installation d'une PAC Eaux usées

Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Installation pompe à chaleur.

Objectifs de l'action : Chauffer l'ensemble des locaux de la station d'épuration Jacques Monod avec récupération d'énergie sur le réseau d'eaux usées après traitement.

Etat d'avancement de l'action : En cours d'installation.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :

Gain en émission de CO₂ par l'ajout de la PAC / solution existante (radiateurs électriques) :

- Bâtiment existant : 2 556 kg éqCO₂/an
- Bâtiment existant + extension : 3 669 kg éqCO₂/an

Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Gains en énergie primaire par l'ajout de la PAC / solution existante (radiateurs électriques) :

- Bâtiment existant : 38 000 kWh/an
- Bâtiment existant + extension : 55 000 kWh/an

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Entreprise Missenard Quint (installateur), Paral'ax architecture (Maitrise d'œuvre) et Siretec (bureau d'études fluides, p.ompe à chaleur).

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction Générale des Services Techniques

Direction associée : Direction Générale des Services

Partenaire(s) : Paral'ax architecture (Maitrise d'œuvre) et Siretec (bureau d'études fluides, pompe à chaleur).

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : Octobre 2011

Durée estimée de l'action : 30 mois

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Etude de projet

Etape 2 : Rédaction du marché et consultation des entreprises

Etape 3 : Réalisation des travaux

Etape 4 : Mise en service de l'installation début janvier 2014

Etape 5 : Retour d'expérience et de consommation énergétique effectif avec comparatif sur l'estimation fixée par l'étude thermique.

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 37 700 € HT (coût réel de l'installation actuellement en cours).

Financement

Budget communautaire accordé : Oui, dans le cadre d'une délibération pour l'ensemble du projet d'extension et de restructuration des locaux de la STEP Monod.

Subventions éventuelles : Valorisation d'un certificat d'économie d'énergie (dossier en cours de montage).

Autres : Néant.

Moyens humains nécessaires :

Installateur, Maitrise d'œuvre et bureau d'études.

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Réalisation des travaux suivant l'étude thermique.
- Performance énergétique atteinte.

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Economie d'énergie suite aux travaux.
- Récupération d'énergie.
- Valorisation d'un certificat d'économie d'énergie.

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : Néant.

Documents de planification impactés : Néant.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Guillaume harlé, guillaume.harle@agglo-calais.fr, 03 21 19 55 24 ou 06 70 53 94 55

FICHE ACTION n° CC14

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Critères environnementaux d'achat de véhicules

Maitres d'ouvrage : Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

- Prise en compte de la réduction des consommations énergétiques des véhicules en tant que critère d'achat des véhicules de service : véhicules plus petits, hybrides ou électriques.
- Suivi des évolutions techniques et réglementaires sur ce sujet (prix et caractéristiques des véhicules « propres », infrastructures de charge des véhicules électriques, bonus écologique, Certificats d'Economie d'Energie,...)

Objectifs de l'action : réduire les consommations de carburant, les émissions de polluants et les émissions de gaz à effet de serre du parc de véhicules

Etat d'avancement de l'action : 3 véhicules électriques « Biro » acquis en 2010.
Critères d'achat à définir et mettre en œuvre lors de la prochaine commande de véhicules.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : pourrait être calculée suite à un marché
- Estimation des baisses de consommations énergétiques : idem

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : services techniques

Direction associée : service marchés, Territoires

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2014

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : achat de 3 véhicules électriques Biro Little en 2010

Etape 2 : écriture d'un cahier des charges avec critères environnementaux pour le prochain achat de véhicules

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : éventuel surcoût

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles : bonus écologique

Autres : Certificats d'Economies d'Energie

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- inclusion de critères environnementaux dans le prochain marché

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- consommations des nouveaux véhicules comparées aux anciens

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE**Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

PDA (Plan de Déplacements d'Administration) de Cap Calaisis

Documents de planification impactés :**Référent(s) fiche (rédacteurs) :**

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC15

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Incitation au covoiturage pour le personnel

Maitre d'ouvrage : Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : - aide aux mises en relation par une cartographie des lieux de résidence des personnes volontaires

- 3 places de stationnement réservées covoiturage sur le parking de l'hôtel communautaire

Objectifs de l'action : Réduire le nombre de véhicules personnels qui circulent et qui stationnent en centre ville pour les déplacements domicile travail

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre en 2013

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : trajets économisés en véhicules individuels → économie de 3 à 4.4 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en considérant que 2 à 3% des employés utilisant actuellement leur véhicule personnel feront du covoiturage à 2 par véhicule)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : idem

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : territoires

Direction associée : services techniques, service du personnel

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : questionnaires individuels au personnel

Etape 2 : mise en œuvre et diffusion de la cartographie

Etape 3 : marquage de places covoiturage à l'hôtel communautaire

Etape 4 : communication vers le personnel

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : coût du marquage au sol du parking : 676 €.

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

-
-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- nombre de covoitureurs

-
-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

PDA (Plan de Déplacements d'Administration)

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC16**Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Incitation aux déplacements en transports en commun****Maitres d'ouvrage : Cap Calaisis et le SITAC****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

- Demandes au SITAC d'amélioration des dessertes des bâtiments communautaires. Le SITAC a accepté pour 2013 la création d'une station de vél'in devant l'école de musique, et l'amélioration de l'information sur la desserte de l'aéroport. La desserte des équipements de la rue Jacques Monod est prévue par la ligne 1 bis à compter de septembre 2014. Les autres améliorations demandées pourraient être prises en compte lors de la future DSP.
- Augmentation du remboursement par l'employeur des abonnements domicile – travail : de 50 % à 75 %

Objectifs de l'action : Inciter aux déplacements en transports en commun. Réduire le nombre de véhicules personnels qui circulent et qui stationnent en centre-ville pour les déplacements domicile travail.

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre en 2013

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : trajets économisés en véhicules individuels → économie de 26 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en considérant que 10% des employés utilisant actuellement leur véhicule personnel utiliseront les transports en commun)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : idem

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

SITAC maître d'ouvrage du transport collectif : bus et vél'in

2. PILOTAGE

Direction pilote : territoires

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : jusqu'à l'étude des demandes d'amélioration du service dans la prochaine DSP ;

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : délibération remboursement abonnements à 75 % : janvier 2013

Etape 2 : Courrier de demande de dessertes au SITAC : mai 2013

Etape 3 : Station de vél'in à l'école de musique et information desserte aéroport : septembre 2013

Etape 4 : étude des autres demandes dans la préparation de la DSP : 2014

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : à estimer par le SITAC

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- nombre d'agents demandant le remboursement partiel de leur abonnement transport en commun

- Evolution de la fréquence de passage des bus Nombre d'arrêts supplémentaires desservis

- Autres ?

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

PDA (Plan de Déplacements d'Administration) de Cap Calaisis

Documents de planification impactés :

PDU (Plan de Déplacements Urbains) du SITAC

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC17**Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Incitation du personnel aux déplacements en vélo****Maitre d'ouvrage : Cap Calaisis****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

- Amélioration des conditions de stationnement des vélos sur les sites de travail
- Mise en place d'un temps vestiaire (pour prendre une douche si possibilité, ou se rafraîchir et se changer) pour les agents venant travailler en vélo
- Mise à disposition sur les lieux de travail de kits d'entretien et de réparation des vélos

Objectifs de l'action :

- Inciter aux déplacements en vélo sur les courtes distances.
- Réduire le nombre de véhicules personnels qui circulent et qui stationnent en centre-ville pour les déplacements domicile travail.

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre en 2013**Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :**

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : trajets économisés en véhicules individuels → économie de 17.5 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en considérant que 5% des employés utilisant actuellement leur véhicule personnel utiliseront le vélo à la place)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : idem

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :**2. PILOTAGE****Direction pilote :** territoires**Direction associée :** services techniques, service du personnel**Partenaire(s) :****3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION****Eléments de calendrier**

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : questionnaires individuels au personnel

Etape 2 : mise en œuvre et diffusion de la cartographie

Etape 3 : marquage de places covoiturage à l'hôtel communautaire

Etape 4 : communication vers le personnel

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :**

Coût des kits de réparation : environ 600 €

Coût des aménagements de stationnements pour les vélos : environ 5000 €

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- réalisation d'aménagements pour améliorer le stationnement des vélos
- nombre de kits d'entretien et de réparation disponibles

Indicateurs de réalisation de l'action

- nombre d'agents effectuant leurs déplacements domicile – travail en vélo

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE**Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

PDA (Plan de Déplacements d'Administration)

Documents de planification impactés :**Référent(s) fiche (rédacteurs) :**

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC18

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Gestion mutualisée des véhicules de service

Maitres d'ouvrage : Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Mise en commun des véhicules de service de l'hôtel communautaire dans un même système de réservations

Objectifs de l'action :

- Ajuster le parc de véhicules aux besoins
- Permettre aux agents d'accéder à un système de réservations
- Repérer les opportunités de covoiturage pour les déplacements dans le cadre des missions.

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre en septembre 2013

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : territoires

Direction associée : services techniques

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2013

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : marquage du parking de l'hôtel communautaire : août 2013

Etape 2 : désignation d'une personne référente aux services techniques

Etape 3 : mise en place informatique sur Outlook : juillet 2013

Etape 4 : information du personnel sur la procédure : septembre 2013

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : pas de coût de logiciel sur Outlook.

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Nombre de personnes utilisant le système mutualisé de réservations
- Nombre d'opportunités de covoiturage repérées
- Evolution du nombre de véhicules de service détenus

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

PDA (Plan de Déplacements d'Administration) de Cap Calaisis

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC19

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Intégration d'objectifs DD dans les commandes de fourniture et de travaux



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Intégration de la notion de développement durable dans nos marchés dès que possible (exemple : marchés pour l'achat de véhicules, de papiers etc....) en introduisant des critères ciblés dans les cahiers des charges.

Objectifs de l'action :

Réduire l'impact environnemental, dont les émissions de gaz à effet de serre, des prestations, travaux et fournitures commandés par la collectivité.

Les conditions d'exécution d'un marché public peuvent comporter des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable. L'article 5 du code des marchés intègre d'ailleurs la notion et impose au pouvoir adjudicateur de tenir compte de ces objectifs dans la définition de ses besoins (condition d'exécution ou critère d'exécution du marché).

Etat d'avancement de l'action : en réflexion

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : au cas par cas
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : idem

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

Prestataires, AMO

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction des Finances

Direction associée : L'ensemble des services opérationnels

Partenaire(s) : AMO

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : fin 2013 / début 2014

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : sensibilisation des services opérationnels à l'intégration de critères environnementaux au sein de leur CCTP

Etape 2 : Rencontre avec d'autres organismes publics aguerris en la matière (exemple : Lille Métropole)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action :

- nombre de marchés passés avec critères environnementaux

Indicateurs de réalisation de l'action

-

- Emissions de CO2 évitées/réduction de consommations énergétiques ou d'eau grâce aux critères développement durable du marché

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux : Le code des marchés publics

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Labou Lynda
- Service marchés Publics
- 0321195675
- Lynda.labou@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC20

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Critères de consommation énergétique dans les commandes d'ordinateurs



Cap Calaisis

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Inscription dans le règlement de consultation d'un critère portant sur la consommation énergétique des ordinateurs.

Objectifs de l'action : Tendre à limiter la consommation énergétique globale du parc informatique.

Etat d'avancement de l'action : « en réflexion »

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : Département des Territoires et de la Cohésion Sociale

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 09/2013

Durée estimée de l'action :

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Ecriture des critères

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ?

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Inscription dans le règlement de consultation du critère énergétique

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Nombre de PC « économes »/Total des PC

-

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Olivier BURY – olivier.bury@agglo-calaisis.fr – 03 21 19 55 60

FICHE ACTION n° CC21

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Optimisation des installations de ventilation des piscines

Cap Calaisis Terre d'Opale



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Optimisation des installations de ventilation des piscines

Objectifs de l'action : Diminuer la consommation électrique

Etat d'avancement de l'action : Mise en œuvre (travaux en cours)

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques : 2% et 4% de gain (360 000€ HT sur 2012)

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Climat Ingénierie (Bureau d'études) ; Diagnostic énergétique des installations techniques des piscines

2. PILOTAGE

Direction pilote : Service bâtiments

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 10 juin 2013

Durée estimée de l'action : 3 semaines

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic de l'existant

Etape 2 : Chiffrage des différentes actions

Etape 3 : Réalisation des travaux

Etape 4 : Analyse des consommations électriques

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 22 000 € Ht

Financement

Budget communautaire (marché d'exploitation des piscines ; Compte P3)

Subventions éventuelles : Non

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

AMO ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Consommations électriques (suivi assuré mensuellement via l'accès au service Dialège)

-

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-

-

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

- Etude de l'Ademe Midi Pyrénées

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Vaillant Thierry

Tel : 03 21 19 55 25

Mail : thierry.vaillant@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC22

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Suivi et valorisation de la récupération d'énergie sur le groupe froid du complexe Icéo

Cap Calaisis Terre d'Opale

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Suivi et valorisation de la récupération d'énergie (groupe froid patinoire Icéo)

Objectifs de l'action : contrôler et optimiser la consommation de chaleur

Etat d'avancement de l'action : Mise en œuvre

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Exploitant technique des piscines (DALKIA)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Service bâtiments

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : fin juin 2013

Durée estimée de l'action : 1 semaine (travaux)

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : Diagnostic de l'existant

Etape 2 : Chiffrage des travaux

Etape 3 : Réalisation des travaux

Etape 4 : Analyse de la répartition, de la valorisation et des consommations de chaleur

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : neutre pour la collectivité (inclus dans la proposition technique de l'exploitant technique)

Financement

Budget communautaire (marché d'exploitation des piscines ; Compte P3)

Subventions éventuelles : Non

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

AMO ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Suivi mensuel des consommations de chaleur

-

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-

-

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

-

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Vaillant Thierry

Tel : 03 21 19 55 25

Mail : thierry.vaillant@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC23

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Remplacement du média filtrant par du verre activé dans les bassins d'Icéo

Cap Calaisis Terre d'Opale



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Remplacement du média filtrant par du verre activé (filtration des bassins sportif, ludique et d'activités, plongeon, toboggan, pataugeoire d'Icéo)

Objectifs de l'action : Diminuer les consommations d'eau potable et de chaleur

Etat d'avancement de l'action : Réalisée pour les bassins ludique et sportif, et en cours d'évaluation pour les bassins d'activité, plongeon, toboggan et pataugeoire

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :
 - o Eau potable :
 - divisé par 2 les consommations pour les bassins d'activité, plongeon, toboggan et pataugeoire
 - divisé par 2.5 les consommations pour les bassins sportif et ludique
 - o Chaleur : analyse en cours (bilan fin juin 2013 pour les bassins ludique et sportif ; année de chauffe)

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : Exploitant technique des piscines (DALKIA)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Service bâtiments

Direction associée :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action :

- mars 2014 et septembre 2014 pour les bassins d'activité, plongeon, toboggan et pataugeoire
- septembre 2012 pour les bassins ludique et sportif

Durée estimée de l'action : 2 semaines (travaux) pour les bassins ludique et sportif

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Analyse technique du procédé

Etape 2 : Chiffrage des travaux

Etape 3 : Réalisation des travaux

Etape 4 : Suivi de la qualité de l'air, de l'eau de piscine, de la consommation d'eau potable et de chaleur

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :**

- **59 500 € HT** pour les bassins d'activité, plongeon, toboggan et pataugeoire
- **85 000 € HT** pour les bassins ludique et sportif

Financement

Budget communautaire

Subventions éventuelles : Non

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? Non

AMO ? Non

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Suivi mensuel des différents paramètres

Indicateurs de réalisation de l'action**6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE****Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :**

-

Documents de planification impactés :**Référent(s) fiche (rédacteurs) :**

- Vaillant Thierry
Tel : 03 21 19 55 25
Mail : thierry.vaillant@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC24

Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Sensibilisation du personnel aux écogestes

Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Actions visant à inciter le personnel à adopter des écogestes au travail : économiser l'énergie, l'eau, le papier, et autres matières ; gérer les déchets : tri sélectif, collecte spécifique du papier en vue de recyclage, devenir des cartouches d'encre... Deux animateurs écogestes observent les pratiques puis proposent et diffusent les actions.

Objectifs de l'action :

- Réduire l'impact environnemental global du fonctionnement de Cap Calaisis.
- Viser une exemplarité de la collectivité.

Etat d'avancement de l'action : à valider et mettre en œuvre en 2014

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : selon suivi des consommations
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : selon suivi des consommations

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : territoires

Direction associée : toutes

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 2014

Durée estimée de l'action : à pérenniser

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : validation de cette mission pour les animateurs écogestes

Etape 2 : état des lieux, observation des pratiques

Etape 3 : mise en place des actions, pédagogie

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : facteur d'économies plutôt que de coûts.

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? deux animateurs écogestes en emplois d'avenir, également affectés aux actions de lutte contre la précarité énergétique.

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Pédagogie, informations diffusées au personnel

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- suivi des consommations : économies d'énergie, d'eau, de matière

- quantités de papier ou cartouches d'encre recyclées

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline ; celine.duffy@agglo-calaisis.fr ; 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° CC25**Axe 6 – Tendre vers des collectivités exemplaires****Extinction des ordinateurs la nuit****Cap Calaisis****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Action afin que l'ensemble du parc informatique (PC, écrans et imprimantes) soit éteint en dehors des heures d'ouverture de Cap Calaisis : sensibilisation à l'extinction la nuit et extinction automatique après 21h

Objectifs de l'action : Tendre à limiter la consommation énergétique globale du parc informatique.

Etat d'avancement de l'action : « en réflexion »

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : économie de 2 tonnes de CO₂ par an (estimation réalisée par 2EI en considérant que 75% des ordinateurs restent actuellement allumés les nuits et week-ends)
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Direction pilote : Département des Territoires et de la Cohésion Sociale

Direction associée : Ensemble des Départements

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Eléments de calendrier**

Début de l'action : 09/2013

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Ecriture d'une note de procédure

Etape 2 : Diffusion de la note

Etape 3 : Travail sur l'extinction automatique

Etape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ?

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre d'ordinateurs restant allumés les nuits et week-ends

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-- Evolution de la consommation d'électricité

-
-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Olivier BURY – olivier.bury@agglo-calaisis.fr – 03 21 19 55 60
- [nom + mail + téléphone]

FICHE ACTION n° CC26

Axe 5 – Tendre vers des collectivités exemplaires

Dématérialisation des documents budgétaires



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Remplacement des documents budgétaires et comptables (Budget /Compte administratif/ Engagements / Factures / pièces justificatives/ mandats / titres / bordereaux) « papier » par des [fichiers informatiques](#).

Objectifs de l'action :

- création de « bureau sans papier » ou « zéro papier » quand la substitution est complète
- gestion entièrement électronique des données ou des documents produits en interne ou émanant des partenaires

Etat d'avancement de l'action : en cours de réalisation

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :
Plusieurs milliers de feuilles de papier économisées

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication :

- Prestataire informatique (logiciel dématérialisation MAX COMPTA)
- Trésor public (échanges des données via hélios)
- Sous-préfecture (échanges des données via ACTES)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Finances

Direction associée :

Partenaire(s) : BERGER LEVRAULT/TRESOR/PREFECTURE

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : 01/01/2012

Durée estimée de l'action : 31/12/2015

Étapes de mise en œuvre

Étape 1 : 01/01/2012 / Dématérialisation des mandats, titres et bordereaux

Etape 2 : 01/01/2015 / Dématérialisation des pièces justificatives (factures, marchés...) et des documents budgétaires

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles :

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Création d'un poste ? non

AMO ?

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de documents budgétaires dématérialisés

-

-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- consommation de papier aux finances

-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Guilbert Céline -0321195670 – celine.guilbert@agglo-calaisis.fr

FICHE ACTION n° CC27

Axe 7 – Communiquer – sensibiliser sur le PCET

Actions EIE Cap Calaisis

Cap Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Programme d'animations du 17 au 20 octobre 2013 dans le cadre de l'évènement national de la « Fête de l'énergie 2013 » de l'ADEME

Objectifs de l'action : Faire connaître au grand public le réseau des EIE et le sensibiliser à l'efficacité énergétique et environnementale dans l'habitat par le biais d'animations (visite de chantier de rénovation et de l'appartement témoin FACE Calais, journée portes ouvertes).

Etat d'avancement de l'action : en réflexion

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire extérieur impliqué et nature de l'implication : ADEME, FACE, la Ferme des Aigrettes (Ville de Marck)

2. PILOTAGE

Direction pilote : Direction Générale des Services Techniques

Direction associée : Direction Générale des Services, Service Communication

Partenaire(s) : ADEME

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : 17 octobre 2013

Durée estimée de l'action : 20 octobre 2013

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : définition du programme d'animations sur le territoire

Etape 2 : communication sur l'évènement (locale, régionale et nationale)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : à définir

Financement

Budget communautaire ou communal accordé ou à accorder :

Subventions éventuelles : -

Autres :

Moyens humains nécessaires :

Partenaires (FACE Calais, Ferme des Aigrettes)

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Inscriptions aux visites (chantier et appartement témoin)
- Public présent à la journée portes ouvertes

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Nombre de personnes ayant assisté aux animations
- Nombre de RDV convenus suite aux animations
-

6. TRANSVERSALITE ET COHERENCE

Articulation avec d'autres outils nationaux, régionaux ou locaux :

Documents de planification impactés :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Yann BLOQUET, ieducalaisis@agglo-calaisis.fr, 03.21.19.55.26

FICHE ACTION n° CC28

Axe 2 - Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

En plus de permettre le développement des énergies renouvelables, et d'importantes économies d'énergie, la réhabilitation des logements constitue un des secteurs les plus porteurs en termes de création d'activités et d'emplois.

Cependant, faute de solvabilité de nombreux propriétaires, les travaux ne sont pas entrepris et les occupants continuent de vivre dans des passoires à calories, peinant de plus en plus à régler leurs factures d'énergie. Au-delà des conséquences sociales et sanitaires, c'est tout un pan d'activités qui reste à l'état de marché potentiel. Il convient donc de mettre en œuvre d'autres réponses qui solvabilisent ce marché. En combinant les différentes formes d'économie (marchande, redistributive et non monétaire), l'économie sociale et solidaire peut créer cette activité non délocalisable sur les territoires qui décident de s'engager dans cette voie. L'intervention de la puissance publique (économie redistributive) et la participation des habitants peuvent, sur le seul plan économique, produire un effet levier de 5 en termes d'emplois (un emploi d'assistant à maîtrise d'ouvrage privée induit 5 emplois directs dans le secteur marchand, sans les emplois liés à la production des matériaux et à leur distribution) et de 6 en termes de chiffre d'affaires (un euro investi crée un chiffre d'affaires de 6).

D'après l'association régionale pour l'habitat, les travaux de réhabilitation portent notamment sur des travaux concernant les huisseries (double vitrage et portes extérieures), l'isolation intérieure (murs et toiture), la plomberie sanitaire (changements de chaudière et de source d'énergie par exemple), l'électricité (remise aux normes) et la décoration après travaux (peinture et papiers peints). Etant peu automatisables, leur mise en œuvre représente donc principalement de la main d'œuvre ; celle-ci représente environ les deux tiers du montant des travaux quand ceux-ci sont intégralement réalisés par des entreprises.

Afin de mettre sur le marché ces travaux potentiels, il est proposé qu'une partie soit faite par les propriétaires dans le cadre d'une auto réhabilitation accompagnée afin de garantir leur réalisation dans les règles de l'art. Cet accompagnement sera fait :

- En amont, pour définir la nature des travaux à entreprendre et des matériaux à utiliser, et pour négocier la part des travaux qu'ils seront amenés à réaliser ;
- Pendant les travaux, pour faire face aux différents aléas qui peuvent toujours se produire dans des opérations de réhabilitation et garantir une bonne mise en œuvre ;
- En aval, pour réceptionner les travaux réalisés par les entreprises.

Les expérimentations d'auto réhabilitation accompagnée ont permis d'établir qu'un technicien du bâtiment pouvait accompagner 12 à 15 chantiers par an.

Objectifs de l'action :

A travers le Programme MMEDD (« Mutation des Métiers vers l'Emploi et le Développement Durable ») et le plan 100.000 logements, il s'agit de lutter contre la précarité énergétique, à travers la mise en œuvre de projets de chantiers d'auto-réhabilitation accompagnée, qui offrent un outil particulièrement adapté pour une politique ambitieuse, conjuguant ainsi lutte contre le logement indécemment, maîtrise de l'énergie et lutte contre l'exclusion.

Etat d'avancement de l'action : Délibération en décembre pour le conventionnement avec l'APES

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué: APES (animation du projet)

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Cap Calaisis

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente : Olivier Bury

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : janvier 2014

Durée estimée de l'action : 3 ans

Étapes de mise en œuvre

Étape 1 : Conventionnement avec l'APES

Étape 2 : Conventionnement avec un opérateur

Étape 3 : Détection des logements à réhabiliter

Étape 4 : Démarrage des réhabilitations

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 400.000 €

Financement : Aides à la réhabilitation (240.000 €), Cap Calaisis (60.000 €), Particuliers (60.000 €)

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action :

- Conventionnement APES et Opérateur
- Nombres de réhabilitations / an
- Gain énergétique après travaux

Indicateurs de réalisation de l'action :

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Olivier BURY – olivier.bury@agglo-calaisis.fr – 03 21 19 55 60

FICHE ACTION n° CC29**Axe 4 – Réduire l'impact carbone des acteurs économiques****Installation Terminale Embranchée à la Turquie****Maitre d'ouvrage : Cap Calaisis****1. DESCRIPTION DE L'ACTION****Descriptif de l'action :**

Le parc de la Turquie constitue un élément déterminant de la stratégie transport logistique du territoire, le bilan global à 8 ans de l'opération étant de 28 millions €. L'Installation Terminale Embranchée s'inscrit dans un programme d'équipements publics comprenant notamment les voiries et réseaux divers, la ligne HTB et les aménagements paysagers.

Le site bénéficiera d'une desserte ferroviaire caractérisée par la création d'une voie de desserte des entrepôts avec 7 branchements (hors programme public, à la charge d'opérateurs investisseurs).

L'opération de commercialisation de la Turquie comprend 6 îlots identifiés permettant le développement de 116 ha cessibles dont :

- Grosses unités embranchées (îlot 3) : 25 ha ;
- Grosses unités logistique (îlots 1 et 4) : 45 ha ;
- Unités « Cross-Dock » (îlot 2) : 24 ha ;
- Activités dédiées services/tertiaires (îlots 5 et 6) : 21 ha.

Objectifs de l'action :

- Assurer les conditions du développement futur du territoire par la création d'infrastructures et de structures remarquables.
- Créer un pôle transport logistique sur la ZAC de la Turquie de 160 ha, les parcs d'activités d'initiative communautaire, labellisés PALME, bénéficiant d'un raccordement très haut débit (Développement de services aux transports en relation avec les flux PL et développement logistique en synergie avec le redéploiement des grandes infrastructures et la massification des flux sur la frange littorale).
- Renforcer l'activité logistique du littoral s'inscrivant dans une recherche de valorisation mais aussi d'optimisation des flux (30 à 40 % des poids lourds sont vides à leur arrivée à Calais).
- Contribuer à l'achèvement qualitatif de l'urbanisation de la façade autoroutière.
- Proposer une offre Bimodale (route et fer).

Etat d'avancement de l'action : mise en œuvre**Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :**

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Partenaires techniques : concessionnaire de l'ITE en cours de désignation // RFF// Port de Calais // Groupe Eurotunnel // Opérateurs ferroviaires // Opérations logisticiens

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Cap Calaisis

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Service développement économique

Personne référente :

Partenaire(s) : Partenaires techniques : concessionnaire de l'ITE en cours de désignation // RFF// Port de Calais // Groupe Eurotunnel // Opérateurs ferroviaires // Opérations logisticiens

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION**Éléments de calendrier**

Début de l'action :

Durée estimée de l'action :

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : avant projet (2011 – 2012)

Etape 2 : programmation (2012 – 2013)

Etape 3 : réalisation (2013 – 2014)

Etape 4 : le cas échéant, phase 2 : 2^{ème} connexion avec la voie ferrée Calais - Dunkerque

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 2 500 000 €

Financement : Cap Calaisis et Région

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action : achèvement de l'aménagement de l'ITE (Cap Calaisis) et de ses branchements (aménageur)

Indicateurs de réalisation de l'action : quantité de fret ferroviaire transitant par l'ITE

Référent(s) fiche (rédacteurs) : Morgane SEGARD

Fiches Actions Territoire

FICHE ACTION n° T1

Axe 1 - Concevoir et planifier un territoire sobre et résilient

Animation territoriale pour le maintien d'une coulée verte d'intérêt écologique et paysager le long de l'A16

Collectivités ou Entreprises



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Inciter les collectivités et entreprises en bordure de l'A16 au développement de leurs espaces verts prenant en compte les potentialités écologiques du site et assurant les continuités favorables à la biodiversité.

Animation territoriale et foncière par le SYMPAC auprès des collectivités, aménageurs publics ou privés pour la sollicitation de l'assistance technique de la plate-forme ARBRE sur des sites identifiés.

Conseil et accompagnement des volontaires, par l'ingénierie spécialisée, pour leurs projets d'aménagements de plantations d'arbres.

Objectifs de l'action :

Création et préservation de puits carbone

Conservation ou création de liaisons écologiques le long de l'A16

Etat d'avancement de l'action : En réflexion

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : NC
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : NC

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

- SYMPAC : Animateur/coordonnateur général
- Plate-forme ARBRE : Accompagnement technique
- Communes et EPCI
- Aménageurs, entreprises

2. PILOTAGE

Nom de la structure : SYMPAC, coordonnateur et animateur de l'action

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : SYMPAC et Cap Calaisis

Personne référente : Adeline Hecq, Chargée de mission Trame Verte et Bleue, Pays du Calaisis

Partenaire(s) :

- Plate-forme ARBRE
- Cap Calaisis

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : Fin 2013

Durée estimée de l'action : Indéterminée

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 : Identification des sites et porteurs associés

Etape 2 : Animation auprès des publics cibles et porteurs identifiés

Etape 3 : Sollicitation par candidature auprès de la plate-forme ARBRE

Etape 4 : Accompagnement des projets de plantations après examen des candidatures par ARBRE

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : L'Assistance technique de la plate-forme ARBRE est gratuite.

Financement : ARBRE accompagne les volontaires dans la rédaction de cahiers des charges et appels à projets pour l'obtention de subventions.

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

- Nombre d'entreprises/collectivités accompagnées

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Superficie à vocation de boisement/puits de carbone accompagnés
- Potentiel de puits de carbone

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Adeline Hecq – adeline.hecq@pays-du-calaisis.fr – 03 21 00 83 35

FICHE ACTION n° T2

Axe 2 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Télérelève des consommations d'eau et d'énergie dans les collèges



Conseil Général du Pas-de-Calais

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Mise en place dans les collèges et bâtiments départementaux (6 collèges dans le Calaisis) de la télérelève afin d'observer l'évolution des consommations d'énergie et d'eau en temps réel

Objectifs de l'action : Maîtriser les consommations et identifier les problèmes éventuels (fuites...)

Etat d'avancement de l'action : Expérimentation en 2012, Mise en œuvre en 2014

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : Réduction de 50%

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Conseil Général du Pas-de-Calais en lien avec les collèges

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Bureau du développement durable (direction de l'Architecture et Grands Travaux) + Direction de l'éducation et des collèges (CG 62)

Personne référente : Mme Dupont Paccou (chef du Bureau du DD) + Agents de maintenance des collèges

Partenaire(s) : Education Nationale

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : Début 2014 (expérimentation 2012)

Durée estimée de l'action : sur l'année scolaire

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Réalisation d'un audit énergétique

Etape 2 : Protocole de formation pour l'agent de maintenance

Etape 3 : Installation de la télérelève (compteurs)

Etape 4 : Programmation des travaux (après détection d'une consommation anormale d'eau, de chauffage ou d'électricité, des travaux de réparations sont engagées (intervention sur les installations, organes de régulation (horloges, vannes), remplacement de pompes, pannes diverses...)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- Suivi journalier par l'agent de maintenance de l'évolution des consommations via une borne informatique (par le biais d'un compte internet avec mot de passe, suivi en temps réel des consommations)

-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

MEHUYS Céline – 03 21 19 65 65 – mehuys.celine@cg62.fr

FICHE ACTION n° T3

Axe 2 – Favoriser la construction durable et la réhabilitation des bâtiments

Réhabilitation énergétique des logements sociaux

Bailleurs sociaux



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : en application des lois Grenelle, les bailleurs sociaux sont soumis à des objectifs de performance énergétique de leurs parcs de logements :

- Réalisation de tous les DPE (Diagnostics de Performance Energétique)
- Réhabilitation des logements classés E, F, ou G pour passer au moins en classe C d'ici 2020
- Respect de la norme BBC (Bâtiment Basse Consommation) pour tout permis de construire déposé à partir du 1^{er} janvier 2013

Objectifs de l'action : Ne plus avoir de logements sociaux de mauvaise qualité thermique

Etat d'avancement de l'action : en se référant aux Conventions d'Utilité Sociale en cours (période 2011-2016), conclues entre l'Etat et chaque bailleur, les bailleurs sociaux possédant des logements sociaux sur le territoire de Cap Calaisis ont programmé des actions :

Habitat 62/59 :

- S'engage à réaliser les DPE sur 90 % de ses bâtiments collectifs sur Cap Calaisis
- A recensé 275 logements classés E, F ou G et programmé leur amélioration thermique, et a appliqué le label THPE sur des opérations de constructions neuves, puis BBC à partir du 1^{er} janvier 2013
- Est certifié ISO 14001 depuis 2006, et produit un rapport annuel RSE

OPH de Calais :

- A produit des opérations en certification Qualitel, HPE ou THPE et vise à produire en BBC à partir de 2013
- A rénové 81 % des logements en 2012 et vise à en avoir rénové 87 % en 2016
- Prévoit de reloger les ménages qui sont en PLAI maisons de ville non adaptées aux normes thermiques ni aux locataires et de vendre ces logements.

Logis 62 – Villogia :

- Produira des logements BBC à partir du 1^{er} janvier 2013
- A réalisé les DPE de tous les logements, et a réhabilité au sens de la loi Grenelle la résidence Ecume de mer en 2011 et réhabilitera la résidence Charost en 2015
- A remplacé toutes les chaudières individuelles et remplace certaines chaudières collectives par des chaudières à condensation (financements CEE et subventions)

Pas-de-Calais Habitat :

- Prévoit la construction d'écoquartiers dans son plan d'actions prioritaires
- Programme des réhabilitations de logements sur 10 ans visant la certification en BBC

- A réalisé 100 % des DPE et prévoit de réhabiliter les logements classés E, F, et G d'ici 2017.

SIA Habitat :

- S'est engagé dans le cadre de sa démarche RSE à ce que 80 % des permis de construire en 2012 soient en BBC, puis 100 % en 2013
- 95 % de la production de logements était à la norme THPE en 2010.
- Toute la production locative bénéficie de la labellisation « Habitat et Environnement » de CERQUAL
- Le diagnostic énergétique du patrimoine a été mené en 2009 ; la réhabilitation thermique est prévue sur les immeubles classés E, F, G, voire D. Les locataires sont accompagnés (explication de la consigne de chauffage à 19°). Des CEE ont été conclu avec EDF et GDF Suez.
- Un bilan carbone complet a été réalisé en 2009 et un plan d'action défini en 2010.

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : pourrait être estimée grâce aux DPE ou bilans carbone, au regard du niveau des réhabilitations programmées.
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : idem.

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Les fournisseurs d'énergie via des financements CEE (Certificats d'Economies d'Energie)

2. PILOTAGE

Nom de la structure : les organismes de logement social intervenant sur le territoire.

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Prise en compte de l'échéance 2020 de la loi Grenelle pour les réhabilitations

Etapas de mise en œuvre : Selon les programmations de chaque bailleur.

4. BUDGET**Estimation du coût de mise en œuvre :**

Le coût moyen de réhabilitation d'un logement a été chiffré à 25 000 € par Logis 62 - Vilogia

Financement : Certificats d'Economie d'Energie, Prêts de l'Etat, Subventions

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION**Indicateurs de suivi de l'action**

- nombre de logements réhabilités

Indicateurs de réalisation de l'action

- classe énergétique des logements neufs et réhabilités.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Duffy Céline, celine.duffy@agglo-calaisis.fr, 03 21 19 55 66

FICHE ACTION n° T4

Axe 3 – Promouvoir une mobilité durable

Adaptation du réseau de transports en commun aux développements du territoire

SITAC



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Adapter le réseau de transports en commun aux secteurs en développement par le biais de restructurations de lignes existantes ou par la création de nouvelles lignes pour accroître l'efficacité concurrentielle du bus par rapport à la voiture particulière et répondre à la demande des usagers du réseau.

Objectifs de l'action : Inciter fortement à un report modal des déplacements, de la voiture vers les modes doux et les transports en commun.

Etat d'avancement de l'action : le cas échéant par avenant au contrat de délégation de service public

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Délégataire de service du SITAC pour étude de faisabilité

2. PILOTAGE

Nom de la structure : SITAC

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Les restructurations de réseau interviennent généralement en septembre (au démarrage du service hiver)

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : détermination du nouveau besoin

Etape 2 : analyse technique de faisabilité et financière par le délégataire de service

Etape 3 : avenant au contrat de délégation de service public

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : selon la restructuration à effectuer (à titre d'exemple un service supplémentaire (1 véhicule, 1 chauffeur sur 1 ligne de x kilomètres coûte x€)

Financement : AOT

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- évolution du nombre de voyages en transport en commun
- évolution des parts modales de déplacements.

Référent(s) fiche (rédacteurs) : Alexandra RIVELON (SITAC)

FICHE ACTION n° T5

Axe 3 – Promouvoir une mobilité durable

Promotion des parcs relais

SITAC



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Identifier et promouvoir les parcs relais sur les lignes à fortes fréquences (exemple « channel » sur la ligne 1) ou à proximité des dessertes du centre-ville de Calais (exemple quai de la Meuse pour liaison vers le centre ville par le biais de la navette fluviale ou bassin ouest pour liaison centre ville avec la navette balad'in).

Objectifs de l'action : encourager l'intermodalité entre la voiture particulière et le transport public dans le but de limiter la circulation automobile en centre ville.

Etat d'avancement de l'action : S'inscrit dans les orientations du PDU

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : peut-être déterminé en comptant le nombre de véhicules stationnés si des places de stationnement « parking relais TC » sont identifiées
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Nom de la structure : SITAC

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action :

Durée estimée de l'action :

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : identification des parcs relais

Etape 2 : promotion des parcs via les documents de communication du SITAC (guide bus, site internet)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action : aménagement et communication sur les parkings relais

Indicateurs de réalisation de l'action : évaluation du nombre de transferts modaux opérés grâce à l'action

Référent(s) fiche (rédacteurs) : Alexandra RIVELON (SITAC)

FICHE ACTION n° T6

Axe 3 – Promouvoir une mobilité durable

Plateforme régionale de covoiturage

SMIRT



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : De nombreuses initiatives en matière de covoiturage ont été prises par une multitude d'acteurs sur le territoire régional ce qui engendre une dispersion des sites web de mise en relation.

De même toutes les aires de covoiturages ne sont pas clairement identifiées et il n'existe pas à ce jour de politique globale de communication et d'animation du covoiturage.

Dans le cadre de sa politique de Mobilité Durable le Syndicat Mixte Intermodal des Transports (SMIRT) envisage la promotion du covoiturage à l'échelle régionale pour développer ce mode de transport.

Objectifs de l'action : Mise en place d'une stratégie de développement du covoiturage à l'échelle régionale

Etat d'avancement de l'action : Délibération du SMIRT du 08 février 2013 pour lancement de la réflexion. Cahier des charges pour une AMO en cours de rédaction par le SMIRT

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

SITAC pour lien vers la plateforme régionale depuis son site internet

2. PILOTAGE

Nom de la structure : SMIRT

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente :

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier :

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 : Délibération du SMIRT sur le lancement de la procédure (février 2013)

Etape 2 : Rédaction du cahier des charges pour le lancement d'une AMO

Etape 3 : Recrutement AMO et mise en œuvre de la mission (calendrier prévisionnel : novembre 2013 à avril 2014)

Etape 4 : Mise en service de la plateforme régionale de covoiturage

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : AMO : 100 000€

Financement : SMIRT

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action : mise en place de la plateforme régionale de covoiturage et communication par le SITAC

Indicateurs de réalisation de l'action : nombre de mises en relation de covoitureurs

Référent(s) fiche (rédacteurs) : Alexandra RIVELON (SITAC)

FICHE ACTION n° T7**Axe 4 – Réduire l'impact carbone des acteurs économiques****Opération Stratégie Energie****CCI CO, CCI Région Nord De France****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Accompagnement des entreprises à la maîtrise de l'énergie

Objectifs de l'action :

L'énergie est indispensable à toute entreprise, quel que soit son corps de métier. Bien que son coût varie selon l'activité de l'entreprise et le type d'énergie utilisé, il représente bien souvent un poste budgétaire qui peut être réduit. Connaître ses consommations permet de mieux les maîtriser.

La "Visite énergie" - réalisée par votre conseiller Environnement CCI sur la base de l'outil "Eval'Energie" permet d'identifier les principaux usages énergétiques, les gisements potentiels d'économie et de mieux suivre les consommations.

Etat d'avancement de l'action : Mise en œuvre

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : voir au suivi n+1

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

Partenaire financiers : Ademe+région

2. PILOTAGE

Nom de la structure : CCI Nord de France /CCITCO

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Bruno Cordier/Magali Tribondeau

Personne référente : Magali TRIBONDEAU

Partenaire(s) : ADEME et Region

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action :Novembre 2012

Durée estimée de l'action : fin 2014

Etapas de mise en œuvre

Avec votre conseiller CCI, vous :

- analyserez vos contrats et factures d'énergie,
- effectuerez un état des lieux des différents postes de consommation d'énergie (air comprimé, froid, éclairage, vapeur...),
- proposerez des actions à mise en oeuvre rapide,
- identifierez si besoin, des actions nécessitant un approfondissement par un prestataire spécialisé.

Le conseiller : vous remettra un rapport personnalisé présentant un bilan de la situation énergétique et des préconisations visant les consommations d'énergie, ainsi que l'outil "Eval'Energie" qui vous permettra d'effectuer un suivi énergétique de votre site dans le temps,

vous proposera des services complémentaires, adaptés à votre situation, pour aller plus loin (prestations de conseil par un consultant spécialisé, outils de veille, dispositifs de financement, étude prospective, soutien en ressources

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : Prestation gratuite pour l'entreprise

Financement :

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

- Nombre d'entreprises auditées

Indicateurs de réalisation de l'action

- baisses des consommations estimées lors de la visite n+1

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

Magali Tribondeau

magali.tribondeau@cotedopale.cci.fr

03 21 46 00 70

www.cotedopale.cci.fr

FICHE ACTION n° T8

Axe 4 – Réduire l'impact carbone des acteurs économiques

Développement du parc électrique du Centre Hospitalier

Centre Hospitalier de Calais



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Développement du parc électrique

Objectifs de l'action : Introduire progressivement de nouveaux véhicules électriques dans le parc de l'établissement

Etat d'avancement de l'action : en réflexion

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication : les fournisseurs de véhicules électriques automobiles

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Centre Hospitalier de Calais

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Direction des services économiques et logistiques

Personne référente : Mme Michelle Krosta-Hochart, Directeur des achats et de la logistique

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : à partir de l'année 2014

Durée estimée de l'action : 5 ans

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 :

Etape 2 :

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 15 000€/véhicule automobile

Financement : recherche de financements

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

- évolution des kilométrages parcourus par des véhicules thermiques et par des véhicules électriques,
- évolution des consommations de carburants du parc de véhicules

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- nombre de véhicules électriques achetés
- % de véhicules électriques dans la flotte de véhicules

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Mme Krosta, Centre Hospitalier de Calais, 03 21 46 33 33
- M. Dupont, Centre Hospitalier de Calais, 03 21 46 89 99

FICHE ACTION n° T9

Axe 5 – Economiser et valoriser les ressources

Mise en place d'un écopâturage urbain

Centre Hospitalier de Calais



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Mise en place d'un écopâturage urbain

Objectifs de l'action : Entretenir les espaces verts sans recours aux outils motorisés

Etat d'avancement de l'action : en préparation

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau :

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication : Recours à une société spécialisée ETCTERRA

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Centre Hospitalier de Calais

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Direction des services techniques

Personne référente : M. Jean-Marc VASSEUR, Ingénieur en Chef

Partenaire(s) : Société ETCTERRA (SAEE)

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Éléments de calendrier

Début de l'action : Octobre 2013

Durée estimée de l'action : 6 mois/1 an

Étapes de mise en œuvre

Etape 1 :

Etape 2 :
Etape 3 :
Etape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 6300€/an (à revaloriser chaque année)

Financement : Recherche de partenariats

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

-
-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Jean-Marc VASSEUR, Centre Hospitalier de Calais, 03 21 46 33 33
- M. Dupont, Centre Hospitalier de Calais, 03 21 46 89 99

FICHE ACTION n° T10

Axe 5 – Economiser et valoriser les ressources

Sensibilisation aux économies d'énergie auprès des usagers des piscines

DALKIA



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : Sensibilisation aux économies d'énergie dans les piscines

Objectifs de l'action : Réduire les consommations de gaz, d'électricité et d'eau

Etat d'avancement de l'action : « en réflexion »

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : 5%

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication : Cap Calaisis et Dalkia

2. PILOTAGE

Nom de la structure : DALKIA

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente : Dimitri ROUSSEL

Partenaire(s) : Directeur des Piscines de Cap Calaisis

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : à définir sur 2014

Durée estimée de l'action : permanent

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : définition des intervenants (associations, scolaires...)

Etape 2 : définition des supports

Etape 3 : réalisation

Etape 4 : analyse des résultats

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 2000€ correspondant aux supports et aux animateurs locaux

Financement : Cap Calaisis - Dalkia

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Consommation en lien avec la fréquentation
- Qualité de l'eau et de l'air
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

- Evolution des consommations
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- [nom + mail + téléphone]
- [nom + mail + téléphone]

FICHE ACTION n° T11**Axe 5 – Economiser et valoriser les ressources****Maîtrise de la consommation d'eau du Centre Hospitalier****Centre Hospitalier de Calais****1. DESCRIPTION DE L'ACTION**

Descriptif de l'action : Maîtrise de la consommation d'eau

Objectifs de l'action : Augmenter le nombre de sous-compteurs et installer des dispositifs de purges automatiques des douches

Etat d'avancement de l'action : en réflexion

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ :
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : d'abord maîtrise des consommations pour atteindre une baisse des coûts

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Nom de la structure : Centre Hospitalier de Calais

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Direction des services techniques, en partenariat avec l'équipe opérationnelle en hygiène

Personne référente : Jean-Marc Vasseur, Ingénieur en chef

Partenaire(s) :

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : à compter de 2014

Durée estimée de l'action : sur une durée de 5 ans

Etapas de mise en œuvre

Etape 1 :
Etape 2 :
Etape 3 :
Etape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Financement : recherche de financements

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

-
-
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Monsieur VASSEUR, 03 21 46 33 33
- Monsieur DUPONT, 03 21 46 89 99

FICHE ACTION n° T12

Axe 5 – Economiser et valoriser les ressources

Sensibilisation aux économies d'eau auprès des ménages

FACE Calaisis



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action : 4000 médiations à domicile

Objectifs de l'action : Eviter les gâchis liés à l'usage de l'eau, détecter les fuites, promouvoir l'eau du robinet comme une eau bonne à boire et économique

Etat d'avancement de l'action : Formalisée après expérimentation en 2012

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : 500 bouteilles d'eau en plastique
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : 10% de la facture d'eau des foyers visités

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication : Eaux de Calais, financement, ingénierie, encadrement, formation des médiateurs, donc en nature

2. PILOTAGE

Nom de la structure : FACE Calaisis

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action :

Personne référente : Sandrine IMBERT

Partenaire(s) : Eaux de Calais, les organismes d'habitat, les associations de locataires

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : Novembre 2013

Durée estimée de l'action : 12 mois

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 :

Etape 2 :

Etape 3 :

Etape 4 : ...

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 34 000 €

Financement : ASP, Eaux de Calais

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action

- Nombre de visites à domicile
- Impact sur les factures, détection de fuites, passage à l'eau du robinet
-

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

-
-
-

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

CORDIER François, f.cordier@fondationface.org, 06 32 23 11 86

FICHE ACTION n° T13

Axe 6 – Communiquer – sensibiliser sur le PCET

Opération pédagogique Transports en commun

STCE

1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Avec le tiers des habitants de moins de 25 ans, l'Agglomération calaisienne profite de la jeunesse de sa population. Elle nécessite des actions particulières de formation, d'encadrement, d'animation et de prévention. Le transport urbain fait ou fera partie de la vie quotidienne des enfants. Il nous apparaît indispensable qu'ils intègrent, dès le plus jeune âge, l'organisation et le fonctionnement d'une entreprise de transport, qu'ils comprennent les contraintes quotidiennes du personnel ainsi que les efforts faits par les agglomérations pour assurer le fonctionnement.

- Opération BUS « ON Y VA EN BUS »

- Maternelles : Notre équipe pédagogique de conducteurs intervient en maternelle avec des enfants de grande section. L'animation se déroule dans un véhicule du réseau que nous amenons à proximité de l'établissement scolaire. Les enfants sont très réceptifs à cette mise en situation grandeur nature d'une durée de 45 minutes.

- CM2 : Opération phare du réseau, « ON Y VA EN BUS ! » est une animation pédagogique destinée aux enfants de 10-11 ans des classes de CM2. Elle a pour objectif de créer un contact privilégié entre le réseau urbain et sa clientèle scolaire par une communication sur les règles d'utilisation du bus. Cette sensibilisation des élèves est d'autant plus importante qu'ils seront pour beaucoup d'entre eux des utilisateurs quotidiens dès leur entrée au collège. L'action s'articule autour de trois étapes : une sensibilisation des élèves en classe, une visite d'entreprise et un rallye bus (journée d'animation et mise en situation réelle des enfants sur le réseau)

- Opération NAVETTE FLUVIALE « Les croisières pédagogiques »

Cycles 2 et 3 du primaire : Le réseau est convaincu que l'éducation et la sensibilisation des plus jeunes, notamment sur des sujets liés au développement durable, à l'environnement et aux modes doux, est un enjeu important. C'est pourquoi, il souhaite apporter aux enseignants un outil supplémentaire dans ces domaines. Naturellement, nos animateurs ne sont pas là pour se substituer aux enseignants mais bien pour compléter des éléments de programme traités en classe ou aborder de nouveaux sujets.

Croisière pédagogique pour raconter l'histoire du canal, de ses ponts, comprendre la construction de la Calais Majest'in et les règles de navigation fluviale, découvrir l'eau grâce à un travail pluridisciplinaire autour de cet élément, et sensibiliser au respect de l'eau et aux problématiques environnementales

Objectifs de l'action :

Etablir une rencontre privilégiée entre les enfants du calaisis et le réseau en intégrant le transport en commun dans leur univers avec à la clé plusieurs objectifs :

- Démystifier l'utilisation de l'offre transport du territoire (Bus, Vélo, Navette fluviale) - apprendre à s'en servir et donc utiliser la ville et ses composantes - faire découvrir une

entreprise, son organisation et ses rouages - mettre en évidence les règles de comportement civique

- Permettre une ouverture pédagogique importante avec la possibilité d'aborder des thèmes tels que : l'environnement, l'organisation urbaine, l'usage des biens collectifs

Cette action est d'autant plus importante qu'elle s'adresse à des élèves qui seront pour beaucoup des utilisateurs quotidiens des lignes d'autobus dès leur entrée au collège et qui auront ainsi de meilleures connaissances sur la sécurité, le civisme, et une ouverture vers une plus grande liberté de déplacement.

Avec l'arrivée de la Calais Majest'in, le réseau a souhaité proposer aux établissements scolaires de l'agglomération un nouvel outil éducatif sous la forme d'une croisière pédagogique permettant aux enfants de découvrir la navigation fluviale, le bateau, le territoire depuis le canal de Calais et de faire prendre conscience de l'importance de l'eau et de la nécessité pour tous de lutter contre la pollution et le gaspillage.

Etat d'avancement de l'action : « en cours d'évaluation »

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication : Education nationale

2. PILOTAGE

Nom de la structure : STCE

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier : Calendrier scolaire

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre :

Ces actions, pour fonctionner, nécessitent l'implication forte d'un grand nombre de salariés. En effet, ce volet pédagogique s'inscrit dans un projet d'entreprise engagé depuis déjà 14 années. Durant 8 mois, les 14 animateurs (conducteur du réseau et équipage navette fluviale) rencontrent, chaque semaine un minimum de 5 classes pour l'opération « On y va en bus » et 9 classes pour « les croisières pédagogiques ».

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Nos démarches ont su séduire les différents protagonistes :

1 Les jeunes conquis et enthousiastes qui, après une connaissance approfondie de l'entreprise et de son personnel, appréhendent le réseau de l'agglomération différemment.

2 L'éducation nationale consciente de l'utilité sociétale de ces actions incite chaque année de nouvelles classes à adhérer à la démarche.

3 Le personnel de Calais Opale Bus totalement convaincu par l'action reconnaît que la multiplication d'opérations pédagogiques permet de faire découvrir une nouvelle facette de son travail et de son entreprise.

Nous pouvons noter un accroissement régulier du nombre d'utilisateurs d'abonnements jeunes ainsi que l'évolution de la vente de billets groupes aux enseignants rassurés d'accompagner des enfants déjà sensibilisés aux transports urbains.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Florent FAVIER – florent.favier@transdev.fr – 03-21-00-75-75

FICHE ACTION n°T14

Axe 6 – Communiquer – sensibiliser sur le PCET

Diagnostic de la qualité de l'air

Atmo Nord Pas-de-Calais



1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Descriptif de l'action :

Le Plan Climat Cap Calais vise à mettre en place les actions nécessaires afin d'atteindre les engagements du protocole de Kyoto en termes de réduction des gaz à effet de serre, engagements renforcés par les lois Grenelle promulguées en juillet 2010 et par l'ambition du facteur 4 (diviser par 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre du niveau de 1990 d'ici 2050).

La problématique des poussières en région Nord - Pas-de-Calais est particulièrement préoccupante et la mise en œuvre imminente d'actions locales et nationales est nécessaire pour assurer une cohérence Air/Climat.

Un diagnostic qualité de l'air sur le territoire sera apporté en 2014 (sur la base des données 2013 et précédentes) afin de poser un état initial « AIR ».

Chaque année, ce diagnostic sera renouvelé et permettra d'établir les constats et les évolutions de la qualité de l'air sur ce même territoire en corrélation avec la situation régionale.

Objectifs de l'action :

- ◆ Réaliser le bilan initial sur le territoire de Cap Calais en matière d'émissions de polluants atmosphériques
- ◆ Accompagner l'analyse, la traduction et la communication des éléments sur la qualité de l'air chaque année (1 réunion locale de présentation)

Etat d'avancement de l'action : Bilan 2013 réalisé

Résultats environnementaux attendus (si l'action le permet) :

- Estimation des réductions d'émissions de CO₂ : ras
- Estimation des baisses de consommations énergétiques/d'eau : ras

Eventuel partenaire impliqué et nature de l'implication :

2. PILOTAGE

Nom de la structure : atmo Nord – Pas-de-Calais

Equipe en charge de mettre en œuvre l'action : Service Etude et Communication

Personnes référentes : Isabelle Sagnier – Charles Beaugard

Partenaire(s) : les émetteurs du territoire présents en tant qu'adhérents de l'association

3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Eléments de calendrier

Début de l'action : JANVIER 2014

Durée estimée de l'action : 6 mois

Etapes de mise en œuvre

Etape 1 : Validation des données territoriales et consolidation [janvier-mars]

Etape 2 : Analyse au regard du territoire et capitalisation des études spécifiques sur la zone [avril-mai]

Etape 3 : Préparation des supports de communication et diffusion [juin-juillet]

Renouvelable chaque année jusqu'en 2016 (incluse)

4. BUDGET

Estimation du coût de mise en œuvre : 6 000 €

Financement : Pacte Associatif

5. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE/ EVALUATION

Indicateurs de suivi de l'action (*suivi des consommations, ...*)

Respect des délais de diffusion du diagnostic

Indicateurs de réalisation de l'action

Un indicateur de réalisation mesure le produit des actions : ce que l'on a fait avec les ressources qui ont été consommées.

Référent(s) fiche (rédacteurs) :

- Emmanuel Verlinden, responsable Service Etudes, e.verlinden@atmo-npdc.fr, 03 59 08 37 30
- Isabelle SAGNIER, Coordinatrice territoire Littoral Flandres, i.sagnier@atmo-npdc.fr, 03 59 08 37 30